

flexibilité > initiative > expérience > meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > réactivité > confiance > rentabilité > souplesse > avant-gardisme > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires > chef de file > respect > esprit créatif > responsabilité > innovation > capacité d'adaptation > dévouement > passion > intégrité > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > agilité > qualité supérieure > réputation > orientation-services > résilience > flexibilité > initiative > expérience > meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > réactivité > confiance > rentabilité > souplesse > avant-gardisme > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires > chef de file > respect > esprit créatif > responsabilité > innovation > capacité d'adaptation > dévouement > passion > intégrité > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > agilité > qualité supérieure > réputation > orientation-services > résilience > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > flexibilité > constructivité > **PASSION** > avant-gardisme > rapidité > réactivité > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires > chef de file > respect > affaires > chef de file > conciliation > esprit créatif > **INNOVATION** > dévouement > passion > intégrité > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > approche simplifiée en affaires > meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > **CONCENTRATION** > concentration > expertise >



# Rapport du premier trimestre 2015

RAPPORT FINANCIER

pour le trimestre clos le 30 juin 2014

perfectionnement > polyvalence > réactivité > qualité supérieure > dévouement > **CONFIANCE** > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires > confiance > respect > esprit créatif > innovation > **PRÉSENCE MONDIALE** > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > agilité > qualité supérieure > réputation > dévouement > réputation > **INTÉGRATION** > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > flexibilité > initiative > expérience > meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > réactivité > confiance > rentabilité > souplesse > avant-gardisme > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires > chef de file > respect > esprit créatif > responsabilité > innovation > capacité d'adaptation > dévouement > passion > intégrité > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > agilité > qualité supérieure > réputation > orientation-services > résilience > flexibilité > initiative > expérience > meilleur de sa catégorie > fiabilité > conciliation > rapidité > réactivité > confiance > rentabilité > souplesse > avant-gardisme > concentration > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale > bien établi > méthode > intégration > confiance > force > approche simplifiée en affaires > chef de file > respect > esprit créatif > responsabilité > innovation > capacité d'adaptation > dévouement > passion > intégrité > engagement > solidité > efficacité > fiabilité > constructivité > dévouement > orientation solutions > réaliste > perfectionnement > polyvalence > agilité > qualité supérieure > réputation > orientation-services > résilience > expertise > détermination > de pointe > présence mondiale >



# Rapport aux actionnaires

CAE publie les résultats financiers de son premier trimestre clos le 30 juin 2014. Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres se situe à 43,8 millions \$ (0,17 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 44,7 millions \$ (0,17 \$ par action) au premier trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel\* s'élève à 71,7 millions \$ (13,6 % des produits des activités ordinaires) comparativement à 61,6 millions \$ (11,8 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre l'an dernier. Les produits des activités ordinaires se chiffrent à 526,2 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 520,1 millions \$ au premier trimestre l'an dernier. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens.

Une revue stratégique des nouveaux marchés principaux a réaffirmé la confiance de CAE dans la division Santé et a mené à la décision de vendre la division Mines. La Société concentrera maintenant ses capitaux et ses ressources sur ses trois principaux secteurs d'exploitation : Simulation et formation – Civil (Civil), Défense et sécurité (Défense) et Santé.

« La croissance de nos résultats d'exploitation du premier trimestre est venue entièrement du secteur Civil, qui a vu son résultat opérationnel augmenter de 32 % par rapport à l'an dernier », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Le secteur Défense a eu des revenus stables et des résultats d'exploitation en baisse à cause de la combinaison des programmes au cours du trimestre et des retards persistants au niveau de la prise de décisions des gouvernements. Je suis heureux d'annoncer que le conseil d'administration de CAE a autorisé aujourd'hui une augmentation de 0,01 \$ du dividende trimestriel de CAE, qui devient 0,07 \$ par action, et qui prend effet le 30 septembre 2014. Ceci est la quatrième augmentation de dividende en autant d'années et témoigne de notre confiance dans l'entreprise. Comme pour les années précédentes, nous prévoyons un rendement plus élevé au deuxième semestre et une vigoureuse croissance pour l'exercice. »

## **Simulation et formation – Civil (Civil)**

Les produits des activités ordinaires du secteur civil ont atteint 308,9 millions \$ au premier trimestre, en hausse de 2 % comparativement à 301,8 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel s'établit à 49,5 millions \$ (16,0 % des produits des activités ordinaires) en hausse de 32 %, comparativement à 37,6 millions \$ (12,5 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Au cours du trimestre, nous avons remporté des contrats de solutions devant générer des revenus futurs de 365,3 millions \$, y compris 11 simulateurs de vol (FFS) pour plusieurs compagnies aériennes dans le monde. Les commandes comprenaient aussi des services de formation des pilotes pour Air Canada, Air Nostrum, Scandinavian Airlines, et British Midland Regional ainsi que des services d'exploitation de centre de formation pour Caverton Helicopters. Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour ce trimestre s'est établi à 1,18 et à 1,32 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes\* du secteur Civil se situait à 2,4 milliards \$ au premier trimestre, y compris notre quote-part des coentreprises.

## **Défense et sécurité (Défense)**

Les produits des activités ordinaires du secteur Défense sont restés stables au premier trimestre pour atteindre 197,9 millions \$, comparativement à 198,8 millions \$ l'an dernier. Le résultat opérationnel s'est établi à 21,9 millions \$ (11,1 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre, en baisse de 7 % comparativement à 23,6 millions \$ (11,9 % des produits des activités ordinaires) l'an dernier.

Au cours du trimestre, nous avons obtenu des contrats pour des commandes et des mises à niveau de simulateurs ainsi que des contrats de service avec des clients y compris : l'OTAN pour des mises à niveau du simulateur de l'avion de surveillance AWACS; Beechcraft pour des services de soutien à la formation et services de maintenance pour l'avion T-6C de la Royal New Zealand Air Force; et un client international dont l'identité demeure confidentielle pour un dispositif d'entraînement pour opérateur de perche du KC-135. Nous avons eu du succès ce trimestre dans le domaine naval et avons obtenu un contrat pour fournir un système complet d'entraînement à la guerre maritime à la marine suédoise. Au total, nous avons reçu 148,8 millions \$ en commandes pour le secteur de la défense ce trimestre, ce qui représente un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 0,75. Pour les douze derniers mois, il était de 0,92. Au cours du trimestre nous avons un montant additionnel de 93 millions \$ de commandes non financées. Le carnet de commandes du secteur Défense se chiffre à 2,5 milliards \$ au premier trimestre, coentreprises et commandes non financées comprises.

## **Santé**

Les produits des activités ordinaires du secteur Santé se chiffrent à 19,4 millions \$ ce trimestre, par rapport aux 19,5 millions \$ enregistrés au premier trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel est de 0,3 million \$ ce trimestre, comparativement à 0,4 million \$ l'an dernier.

Nous avons continué à élargir notre portée internationale au moyen de nouveaux accords de distribution en France, en Corée du Sud et en Inde. En termes d'ajouts de nouveaux produits au catalogue, nous avons mis sur le marché CAE Replay, une solution audiovisuelle de débriefing utilisée pour capturer autant les scénarios de simulation médicaux que les événements cliniques en direct. Nous avons aussi commencé la production de nos premiers simulateurs Fidelis (maternel/fœtal). Au cours du trimestre, nous avons reçu d'importantes commandes de partout aux États-Unis et au Royaume-Uni, de Chine et de la Corée, d'universités, d'hôpitaux et d'entreprises de fabrication de dispositifs médicaux pour nos solutions audiovisuelles, nos simulateurs de patients et nos simulateurs d'intervention (chirurgicales).

## **Autres points saillants financiers**

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 11,6 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 21 %, comparativement à un taux nul l'an dernier. Le taux nul de l'an dernier est le résultat d'une économie d'impôts non récurrente ayant été accordée en lien avec le traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de certains simulateurs au Canada.

Les flux de trésorerie disponibles\* des activités poursuivies ont affiché une valeur négative de 20,9 millions \$ au premier trimestre. La diminution par rapport au dernier trimestre et au premier trimestre de l'exercice 2014 découle principalement des variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie\* causées par la progression des actifs au titre des contrats en cours et des stocks.

Les dépenses d'investissement en immobilisations\* totalisent 39,7 millions \$ ce trimestre. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance représentent les deux tiers du total et les immobilisations liées à la maintenance le dernier tiers.

La dette nette\* se chiffre à 901,6 millions \$ au 30 juin 2014, comparativement à 856,2 millions \$ au 31 mars 2014. Notre ratio de la dette nette sur le capital\* était de 37,9 %.

CAE versera un dividende de 0,07 \$ par action le 30 septembre 2014 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 15 septembre 2014.

\*Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements et un rapprochement détaillé de ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE.

# Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 juin 2014

## 1. POINTS SAILLANTS

### MODIFICATION DES SECTEURS OPÉRATIONNELS

Durant le trimestre, nous avons modifié nos secteurs opérationnels. Nos anciens secteurs Formation et services associés – Civil et Produits de simulation – Civil ont été regroupés de manière à former le secteur Simulation et formation – Civil, tout comme l'ont été nos anciens secteurs Formation et services associés – Militaire et Produits de simulation – Militaire de manière à former le secteur Défense et sécurité. Cette décision traduit les changements apportés à la structure organisationnelle en vue de mieux refléter nos secteurs opérationnels et notre approche commerciale articulée sur des solutions intégrées. De plus, l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux est devenu le secteur Santé suite à notre décision de vendre notre entreprise du secteur minier (comme il est expliqué ci-après sous *Activités abandonnées*). Cette information reflète la manière dont la direction évalue la rentabilité et la performance ainsi que notre méthode d'attribution des ressources. En conséquence, nous sommes d'avis que l'information présentée est plus pertinente puisqu'elle correspond mieux à la façon dont les opérations sont gérées à l'interne. Ce changement a été apporté sur une base rétrospective, conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. Le changement n'a pas eu d'incidence sur les résultats présentés dans les états financiers consolidés. La présentation d'informations sur les secteurs opérationnels a été retraitée aux fins de conformité avec les nouveaux secteurs opérationnels, comme l'explique la note annexe 12 à nos états financiers consolidés intermédiaires.

### ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Nous avons décidé de vendre notre entreprise du secteur minier (CAE Mines), qui était prise en compte dans l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux, afin de concentrer nos ressources et nos investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées pour nos trois autres marchés principaux : Simulation et formation – Civil, Défense et sécurité, et Santé. Conformément aux exigences d'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, les produits des activités ordinaires et les charges liés à CAE Mines ont été classés et présentés séparément en tant qu'activités abandonnées dans nos états financiers consolidés intermédiaires non audités, et les résultats des exercices antérieurs ont été retraités en conséquence. Les actifs et les passifs connexes ont été présentés en tant qu'actifs et passifs détenus en vue de la vente à l'état consolidé de la situation financière. Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats des activités abandonnées* ainsi qu'à la note annexe 3 à nos états financiers consolidés intermédiaires.

### DONNÉES FINANCIÈRES

#### PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015

#### **Produits des activités ordinaires poursuivies en baisse par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014**

- Les produits des activités ordinaires poursuivies consolidés se sont établis à 526,2 millions \$ ce trimestre, en baisse de 49,5 millions \$, soit 9 %, par rapport au trimestre précédent et en hausse de 6,1 millions \$, soit 1 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014.

#### **Résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en baisse par rapport au trimestre précédent et au premier trimestre de l'exercice 2014**

- Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 43,8 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 59,9 millions \$ (soit 0,23 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une diminution de 16,1 millions \$, soit 27 %, et comparativement à 44,7 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) au premier trimestre de l'exercice 2014, ce qui représente une baisse de 0,9 million \$, soit 2 %;
- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société tient compte d'un résultat des activités abandonnées correspondant à une perte de 2,0 millions \$ (soit une perte de 0,01 \$ par action) ce trimestre, comparativement à un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 0,1 million \$ (soit néant par action) au trimestre précédent et de 0,9 million \$ (soit 0,01 \$ par action) au premier trimestre de l'exercice 2014.

#### **Flux de trésorerie disponibles<sup>1</sup> liés aux activités poursuivies négatifs de 20,9 millions \$ ce trimestre**

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à un montant de 2,8 millions \$ ce trimestre, comparativement à 127,5 millions \$ au trimestre précédent et à 16,0 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance<sup>1</sup> et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 17,0 millions \$ ce trimestre, comparativement à 20,4 millions \$ au trimestre précédent et à 20,1 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 0,4 million \$ ce trimestre, de 8,5 millions \$ au trimestre précédent et de 1,7 million \$ au premier trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 10,5 millions \$ ce trimestre, 9,9 millions \$ au trimestre précédent et 10,2 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent.

<sup>1</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

**Capital utilisé<sup>2</sup> en hausse de 38,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent**

- Le fonds de roulement hors trésorerie<sup>2</sup> a augmenté de 83,6 millions \$ pour s'établir à 208,2 millions \$ à la fin du trimestre;
- Les actifs après déduction des passifs détenus en vue de la vente se sont établis à 44,6 millions \$ ce trimestre;
- Les immobilisations corporelles ont diminué de 25,9 millions \$;
- Les autres actifs non courants ont diminué de 65,5 millions \$ et les autres passifs non courants ont fléchi de 1,3 million \$;
- La dette nette<sup>2</sup> s'établissait à 901,6 millions \$ à la fin du trimestre, contre 856,2 millions \$ à la fin du trimestre précédent.

**COMMANDES<sup>2</sup>**

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes<sup>2</sup> pour le trimestre s'est établi à 1,01 (ratio de 1,18 pour le secteur Simulation et formation – Civil, de 0,75 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,15 (ratio de 1,32 pour le secteur Simulation et formation – Civil, de 0,92 pour le secteur Défense et sécurité et de 1,00 pour le secteur Santé);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 533,5 millions \$ par rapport à 561,0 millions \$ pour le trimestre précédent et 486,5 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014;
- Le carnet de commandes total<sup>2</sup>, qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des contreprises et les commandes non financées, s'établissait à 4 931,5 millions \$ au 30 juin 2014.

**Simulation et formation – Civil**

- Le secteur Simulation et formation – Civil a signé des contrats d'une valeur prévue de 365,3 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 11 simulateurs de vol (FFS).

**Défense et sécurité**

- Le secteur Défense et sécurité a reçu de nouvelles commandes d'une valeur de 148,8 millions \$.

**Santé**

- Le secteur Santé a conclu des contrats évalués à 19,4 millions \$.

---

<sup>2</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

## 2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice et 2015* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2015;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2014;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 13 août 2014 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés non audités et les notes qui les complètent pour le premier trimestre clos le 30 juin 2014. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours du premier trimestre de 2015. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Tous les tableaux présentés dans le présent rapport de gestion sont fondés sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2014 et à nos états financiers consolidés annuels, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel 2014 vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, [www.cae.com](http://www.cae.com), sur celui de SEDAR, [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ou sur celui d'EDGAR, [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

### NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- S'il est fort probable qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

## MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir, stratégie, futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes militaires financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les règles des organismes de réglementation et le respect de ces règles; des risques propres à CAE, comme l'évolution des produits, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, l'approvisionnement et l'empiétement des constructeurs d'équipement d'origine (OEM), les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des produits, la protection des droits de propriété intellectuelle, la perte de personnel clé, la responsabilité environnementale, les actions en responsabilité consécutives à des dommages, l'intégration des entreprises acquises, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, la durée du cycle de vente et notre dépendance envers la technologie; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger et les lois fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes influant sur notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2014. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.



### 3. À PROPOS DE CAE

#### 3.1 Qui nous sommes

CAE offre les solutions de formation intégrées les plus complètes du secteur, appuyées par des technologies de simulation et des services intégrés de formation de calibre mondial. Nous visons à être le partenaire de choix de nos clients, et nous adoptons une approche à long terme en matière des relations clients. Nous offrons à nos clients du secteur de l'aviation civile, du secteur de la défense et de la sécurité ainsi que du secteur des soins de santé une gamme complète de produits, de services et de centres de formation résolument innovants conçus pour les aider à satisfaire aux besoins essentiels de leur mission en matière de sécurité, d'efficacité et de préparation. Notre présence internationale, la plus importante de notre secteur, nous permet de satisfaire localement nos clients, grâce à 8 000 employés dans plus de 160 installations et centres de formation répartis dans 35 pays, y compris les activités que nous exerçons en coentreprise. Durant l'exercice 2014, nos produits des activités ordinaires annuels se sont établis à 2,0 milliards \$, desquels 90% provenaient d'exportations mondiales et d'activités internationales. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires, soutenu par un éventail de services après vente. Notre réseau de services de formation est le plus important au monde, et nous offrons des services de formation en aviation civile et militaire dans 67 établissements partout dans le monde, à partir desquels nous assurons chaque année la formation de plus de 120 000 membres d'équipage civils et militaires.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de simulateurs et de produits connexes; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, la formation initiale des pilotes (cadets) et les services de placement de membres d'équipage.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis près de 70 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

#### 3.2 Notre vision

Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des solutions innovatrices fondées sur la modélisation et la simulation en vue de renforcer la sécurité et d'accroître l'efficacité.

#### 3.3 Nos activités

Nous sommes un chef de file mondial ayant un vaste éventail de capacités pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus de sécurité, d'efficacité opérationnelle, de capacités en matière de prise de décisions et de préparation aux missions. Nous offrons des solutions intégrées qui comportent souvent des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services.

Nous desservons essentiellement trois grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les constructeurs OEM, les agences gouvernementales et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM.

#### MARCHÉ CIVIL

*Ce secteur fournit une gamme complète de solutions de formation pour l'aviation civile, y compris des dispositifs de formation fondée sur la simulation à l'intention de l'aviation civile ainsi que des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'intention de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage*

Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des produits innovants fondés sur la simulation, des solutions, de la formation de calibre mondial et des services leur permettant de renforcer la sécurité et d'accroître l'efficacité. Notre démarche de partenariat est conjuguée à une vaste expérience de l'exploitation et de la livraison de solutions de formation dans une variété de modèles d'affaires, y compris des solutions de produits entièrement adaptées, des coentreprises, des partenariats, des contrats de formation à long terme, des solutions d'impartition et un éventail de solutions liées aux membres d'équipage, aux facteurs techniques et à la gestion, visant à répondre aux besoins opérationnels de nos clients. Notre historique de fiabilité, d'indépendance, de coopération avec les constructeurs OEM et d'innovations en matière de technologies et de pratiques nous place en excellente position pour être un véritable partenaire pour nos clients.

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs de vol (FFS) ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation au vol et d'outils informatiques faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et fabriqué plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales et plus de centres de formation exploités par des tiers et par des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Ces dernières années, nous avons conçu des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, l'avion de transport de dimension moyenne d'AVIC, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42-600 et ATR72-600, les Bombardier CSeries, Global 5000/6000, Global 7000/8000 et Learjet 85, les Dassault Falcon 5X ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Tirant parti de notre important réseau de pièces de rechange et d'équipes de service, nous offrons également une gamme complète de services de soutien, y compris le soutien d'urgence, la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, les services de maintenance et le déménagement de simulateurs.

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux et sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions à croissance de la Chine, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants commerciaux, d'affaires et d'hélicoptères. Nous exploitons actuellement 241 FFS, y compris ceux exploités en coentreprise, et nous offrons de la formation et des services aéronautiques, notamment des services de formation par simulation des membres d'équipage, de placement de membres d'équipage, de formation initiale des pilotes et exploitons des centres de formation à cet effet dans une trentaine de pays. Parmi nos milliers de clients, quelque 30 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation du personnel de cabine, la formation des techniciens de maintenance, les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. CAE Oxford Aviation Academy est le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde avec 10 écoles, un parc de plus de 220 appareils, ainsi que les ressources et l'expertise permettant de former plus de 2 000 élèves-pilotes par année. La division CAE Parc Aviation est le chef de file mondial sur le marché du placement du personnel navigant et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision.

### **Tendances et perspectives commerciales**

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passagers est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 %, et l'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. L'International Air Transport Association (IATA) estime que d'ici 2017, le trafic passagers augmentera de 31 %, ce qui représente 930 millions de passagers de plus qu'en 2012. Les taux de croissance sont plus élevés dans les marchés émergents que dans les grands marchés établis comme l'Europe et les États-Unis. La croissance continue du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement des flottes ont contribué au nombre record d'avions commerciaux en commande et à l'intensification de la production des constructeurs OEM.

La demande dans les secteurs de l'aviation d'affaires et des hélicoptères est surtout tributaire de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. Selon la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis, le nombre de vols d'avions d'affaires a progressé de 4,0 % au cours des 12 derniers mois. Le secteur affiche toujours un optimisme quant à la poursuite de la reprise et à la croissance à long terme de l'aviation d'affaires; allant dans ce sens, d'importants constructeurs d'avions d'affaires ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils.

La consolidation du secteur se poursuit, les sociétés tirant parti de la vigueur du marché civil de l'aéronautique.

À ce jour, les sanctions économiques visant des personnes et des sociétés faisant affaire en Fédération de Russie ou par la Fédération de Russie n'ont pas eu d'impact sur nos opérations. Le risque d'une possible escalade de ces sanctions et de leurs impacts font continueront à faire l'objet d'un suivi.

Les tendances à long terme suivantes constituent toujours le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et de cabine).

### **Croissance à long terme prévue du trafic aérien**

Au cours du premier semestre de l'année civile 2014, le trafic passagers mondial a augmenté de 5,9 % par rapport au premier semestre de l'année civile 2013. Les marchés émergents ont affiché la meilleure performance; le trafic de passagers ayant progressé de 13,4 % au Moyen-Orient, de 6,9 % en Amérique latine, de 6,9 % en Asie-Pacifique, de 6,1 % en Europe et de 2,6 % en Amérique du Nord. Dans le monde, la flotte d'appareils commerciaux s'est accrue de 4,0 % entre juin 2013 et juin 2014, affichant une hausse respective de 7,1 %, de 6,8 %, de 6,3 % et de 3,6 % en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Europe, alors qu'elle est demeurée relativement stable en Amérique du Nord. Des perturbations importantes comme une instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse soutenue du coût du carburant, une récession prolongée ou d'autres événements mondiaux d'envergure sont autant de facteurs qui pourraient nuire à la croissance du trafic aérien.

### ***Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien***

Le trafic aérien des marchés émergents, tels que ceux de la Chine, de l'Europe de l'Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest.

### ***Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils***

Les constructeurs OEM d'avions commerciaux continuent d'assumer un carnet de commande record de plus de 12 700 appareils. Notre secteur civil est essentiellement tributaire de la flotte déjà en service pour soutenir la demande, puisque nos produits des activités ordinaires proviennent de la formation et des services qui appuient la flotte mondiale et sont principalement liés aux livraisons d'appareils issus des chaînes de production des constructeurs OEM. Les prises de commandes d'appareils récentes sont demeurées solides, grâce à des transporteurs nord-américains comme American Airlines et Air Canada et à des transporteurs des marchés émergents comme VietJet Air et Air Costa dominant la prise de commandes. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services.

### ***Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées***

Les plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées vont entraîner une demande de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Les nouvelles plateformes et les nouveaux programmes nous permettent de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont les FFS de la Série CAE 7000 et le FFS de la Série CAE 7000XR, qui vient d'être lancé, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity<sup>MC</sup> et des programmes de formation complets, et d'étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. La demande pour des plateformes nouvelles et plus efficaces est commandée par une meilleure souplesse opérationnelle, des frais de maintenance réduits, des coûts de carburant réduits, et la réduction des émissions et de l'empreinte environnementale. Les compagnies aériennes cherchent activement des moyens de réduire le coût du carburant et le risque lié à des fluctuations de celui-ci ainsi qu'à tirer parti des avantages qu'offrent les appareils et technologies de propulsion de nouvelle génération.

Les exploitants d'avions d'affaires à réaction exigent également des appareils à haute performance. Les constructeurs d'appareils d'affaires ont également annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques visant à améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment le rayon d'action, la rapidité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires, dont les Bombardier Learjet 70, 75 et 85, Challenger 350 et Global 7000/8000, les appareils de la série Embraer Legacy et Lineage 1000, les Gulfstream G650, le Cessna Citation M2 ainsi que le Dassault Falcon 5X.

Si un programme subit des retards sur les livraisons de nouveaux appareils, ces retards se répercutent aussi sur nos prises de commandes et nos livraisons de FFS.

### ***Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et de cabine)***

La demande mondiale devrait progresser à long terme. La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande de pilotes, de techniciens de maintenance et de personnel de cabine à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés, en particulier dans les marchés émergents à forte croissance. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages et le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil.

Les nouveaux modes d'attestation des pilotes sont davantage fondés sur la formation faisant appel à la simulation. La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote joue un rôle plus important dans le monde avec la licence de pilote en équipage multiple (MPL) et la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle et les nouvelles exigences visant la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis. En fait, l'OACI et divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont mis en place de nouvelles exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode de rechange en matière de formation et d'attribution de licences qui met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. En moyenne, le tiers de la formation des programmes de MPL du secteur s'effectue sur appareils réels et les deux tiers, sur appareils de simulation, comparativement à une formation sur appareils réels à hauteur de 80 % à 90 % pour les autres licences. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Certains transporteurs font appel aux programmes de MPL de CAE en Asie et en Europe. La MPL produit des résultats encourageants à l'échelle mondiale, et plus de 800 titulaires d'une MPL dans le monde occupent déjà des postes de pilotes auprès de divers transporteurs. À mesure que la méthode de MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Enfin, la FAA des États-Unis a adopté le 15 juillet 2013 ses exigences finales en matière de certification et de qualification des nouveaux pilotes à l'intention des transporteurs aériens, en vertu desquelles les pilotes sont tenus d'obtenir une ATPL dotée d'une qualification multimoteur ainsi qu'une qualification de type. À compter d'août 2014, les pilotes qui demandent une ATPL devront satisfaire à des exigences pratiques qui prévoient un recours plus important à la formation fondée sur la simulation, dont la formation tenant compte de conditions météorologiques défavorables, de bas régimes, de décrochages, de prévention et de récupération en cas de perte de contrôle et de vols à haute altitude. Nous sommes d'avis que ces nouvelles exigences donneront lieu à une demande accrue de simulateurs destinés à la formation.

## MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

*Ce secteur fournit une gamme complète de systèmes d'entraînement, de services d'intégration des systèmes d'entraînement et de services d'entraînement aux forces de défense et de sécurité du monde entier. Il conçoit et produit des simulateurs de vol militaire et autre matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des systèmes télépilotes. Il fournit une gamme complète de solutions d'entraînement et de services fondés sur la simulation aux forces aériennes, terrestres et navales, de même qu'aux organismes de sécurité publique.*

Nous croyons que, sur le marché de l'entraînement fondé sur la simulation, notre capacité d'aider les gouvernements et les forces de défense qui souhaitent miser davantage sur l'entraînement virtuel pour réduire les coûts tout en maintenant la préparation militaire est unique. Quatre importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent et sous-tendent le vaste bassin d'occasions pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés mondiaux de la défense et de la sécurité. Ensuite, nous avons notre solide expérience des plateformes durables essentielles à la mission dont le cycle de vie devrait être long. Troisièmement, nous possédons toutes les capacités d'un intégrateur de systèmes de formation de calibre mondial, ce qui nous permet de concevoir, de développer et de livrer des programmes d'entraînement complets aux forces aériennes, terrestres et navales, de même qu'aux organismes de sécurité publique. Enfin vient le facteur le plus fondamental : les solutions fondées sur la simulation offrent une valeur considérable aux gouvernements et aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et un degré élevé de préparation.

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation en position unique, grâce à notre capacité à offrir aux gouvernements, aux forces de défense et aux constructeurs OEM une gamme complète de solutions de formation innovantes et intégrées. De plus en plus, nos solutions sont composées d'une combinaison de produits et de services permettant à nos clients du secteur de la défense et de la sécurité de maintenir et d'améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et leurs capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de l'exploitation et de la livraison de solutions de formation dans une variété de modèles d'affaires, dont des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par l'entreprise; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons notamment des services d'analyse des besoins de formation, des services de conception de systèmes de formation, des systèmes de gestion de l'apprentissage, des installations spécialisées, du matériel de formation synthétique de pointe, des services d'élaboration de programmes de formation et de didacticiels, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur, des services de maintenance et de soutien logistique, des services de gestion du cycle de vie et d'intégration technologique, ainsi que des solutions de financement. Grâce à ce portefeuille de produits, de services et d'expertise, ainsi qu'à notre orientation et à notre indépendance, nous sommes un intégrateur de systèmes de formation particulièrement qualifié et bien placé.

Nous sommes un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipement de simulation de vol militaire et de solutions d'entraînement connexes. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritimes, des avions de ravitaillement et de transport de même que des systèmes télépilotes. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs et les tireurs de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, des dispositifs d'entraînement virtuels aux systèmes de bord ainsi que des dispositifs d'entraînement virtuels à la maintenance. Nous avons commencé à offrir des solutions fondées sur la simulation au secteur de la sécurité publique, dont des solutions de formation en gestion des urgences. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous offrons de plus en plus notre expertise dans l'intégration des systèmes de formation en matière d'activités aériennes, terrestres, maritimes et de sécurité publique afin d'aider nos clients à créer une entreprise de formation intégrée et immersive. Nous offrons également un grand nombre de services professionnels fondés sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

### Tendances et perspectives commerciales

Bien que la loi bipartite d'exécution du budget du gouvernement américain pour l'exercice 2014 ait contribué à atténuer l'incidence à court terme des compressions budgétaires et doté le département de la Défense des États-Unis d'une plus grande certitude budgétaire pour l'exercice gouvernemental en cours, le calendrier des attributions de contrats demeurera difficile à anticiper, les services militaires américains tentant d'équilibrer capacité, compétences et préparation. Cette situation pourrait influencer sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires et de nos résultats; nous sommes cependant d'avis que l'entrave à la croissance n'est pas la taille du marché, mais plutôt la planification de l'approvisionnement. En Europe, la rationalisation de la structure des forces armées et le recul des plans d'investissement futurs ont réduit le bassin de nouvelles occasions. Tandis que les marchés américains et européens sont toujours quelque peu défavorables, de plus en plus de possibilités proviennent de régions dont les budgets de la défense et de la sécurité sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où nous avons une présence bien établie et croissante. Nous continuons également de présenter des soumissions pour un grand nombre de projets dans le monde. De plus, des signes encourageants se manifestent pour le marché dans lequel nous nous spécialisons, et nous sommes convaincus que le recours à l'aide à l'analyse, à la formation et à la prise de décisions fondée sur la simulation poursuivra sa croissance dans l'avenir.

Les tendances suivantes constituent toujours le fondement de l'utilisation de nos centres de formation, de nos services et de nos produits dans le secteur de la défense :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense de recourir davantage à la modélisation et à la simulation pour atténuer les pressions budgétaires;
- Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation de forces interarmées et de coalition;
- Relations avec les constructeurs OEM en matière de simulation et de formation;
- Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions.

***Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour atténuer les pressions budgétaires***

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison de la plus grande efficacité, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronaves, des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur les plateformes de systèmes d'armes réelles et des coûts nettement plus faibles. Par exemple, l'U.S. Air Force (USAF) a de plus en plus recours à la simulation pour la formation des opérateurs de perche de l'avion-citerne KC-135, cette formation coûtant environ 20 000 \$ pour une mission de trois heures sur l'avion, contre 1 000 \$ seulement dans un simulateur. Le coût élevé de la formation sur appareil et la volonté de réserver les appareils pour un usage opérationnel sont deux facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation fondée sur la simulation. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées n'ont pas l'obligation réglementaire de former leurs pilotes sur simulateur, et la nature de la formation axée sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil; cependant, la répartition entre la formation sur appareil et la formation synthétique se dirige de plus en plus vers la simulation.

Nous commençons à voir des forces armées qui prévoient le recours accru à la simulation dans le cadre de leur programme de formation global. Par exemple, la U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes d'appareils pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020. Étant donné les coûts élevés associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des organisations militaires prévoient modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive (informatisée) pour consacrer une plus grande partie du programme de formation sur la simulation virtuelle et constructive à la maison mère. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine envisage de réduire l'utilisation de champs de tir réels et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive, ce qui entraînera des possibilités pour les centres de formation, les services et les produits fondés sur la simulation. Nous sommes d'avis que CAE fait partie de la solution pour réduire les coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation.

***Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance***

Les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Par exemple, au cours de l'exercice 2014, nous avons inauguré un nouveau centre de formation militaire en Australie, où les forces de défense australiennes entraîneront les équipages de leurs King Air 350. Il s'agit du premier contrat de services de simulation conclu par les forces de défense australiennes en vertu d'un programme appartenant à l'entreprise et exploité par celle-ci. Nous estimons que les gouvernements se tourneront de plus en plus vers l'industrie pour la prestation de services de formation parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement et à moindres coûts.

***Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation de forces interarmées et de coalition***

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément à l'entraînement et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toutes sortes de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune (CDB), ainsi que de nouvelles capacités comme l'environnement synthétique dynamique (DSE) de CAE, qui facilitent les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

### **Relations avec les constructeurs OEM en matière de simulation et de formation**

Nous nous allions à des constructeurs du secteur de la défense en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de systèmes de formation. Par exemple, Boeing a conçu le nouvel avion de patrouille maritime P-8A; Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde; Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules et du chasseur F-35; Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse; et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères comme l'AW139, l'AW169 et l'AW189. Nous avons des relations bien établies avec chacun des constructeurs OEM pour ces plateformes. Nous avons également conclu un protocole d'entente avec General Atomics Aeronautical Systems, le chef de file mondial de la fabrication de systèmes télépilotés, dans le but d'offrir des solutions de formation sur les aéronefs télépilotés Predator de GA-ASI et, au cours de l'exercice 2014, nous avons vendu un dispositif d'entraînement aux missions sur aéronef télépilote Predator à la Force aérienne italienne.

### **Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions**

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation, mais elles sont maintenant de plus en plus appliquées dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces de défense cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation pour appuyer les programmes de recherche et de développement, la conception et l'essai des systèmes, l'analyse des renseignements, l'intégration et l'exploitation, ainsi que pour fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien à la planification des missions. Par exemple, au cours de l'exercice 2014, nous avons conclu un contrat visant la création d'un centre de formation et la prestation de services de formation en gestion des urgences avec le ministère des Affaires intérieures du Brunei, et nous sommes d'avis qu'il existe d'autres occasions de développement de centres de modélisation et de simulation intégrés.

## **MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ**

*Ce secteur conçoit, fabrique et vend des simulateurs, des solutions audiovisuelles et des didacticiels de formation des étudiants en soins de santé et en soins paramédicaux aux établissements d'enseignement, aux hôpitaux et aux organisations de défense du monde entier.*

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée de produits et de services de simulation médicale sur le marché, dont des simulateurs de patients et d'échographie, des simulateurs interventionnels, des solutions audiovisuelles et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans plus de 80 pays qui sont actuellement desservis par nos bureaux en Australie, au Brésil, au Canada, en Allemagne, en Hongrie, en Inde, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Nous sommes le chef de file du marché des simulateurs de patients haute fidélité qui sont uniques, grâce à nos modèles de physiologie humaine complexes simulant les réactions humaines aux interventions cliniques. Notre plus récente innovation, un simulateur maternel/foetal permettant de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares, a été conçue pour conjuguer fiabilité et réalisme exceptionnels sur le marché des simulateurs de patients haute fidélité. Nous sommes à l'avant-garde des solutions audiovisuelles de formation en soins de santé, grâce à plus de 600 installations dans les établissements de formation de nos clients dans le monde. Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous sommes la seule société à offrir de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et au Canada. Notre Académie Santé compte un corps professoral de plus de 60 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes. En collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ces spécialistes ont élaboré plus de 500 trousseaux de didacticiels d'apprentissage simulé en milieu clinique à l'intention de nos clients.

### **Tendances et perspectives commerciales**

Le marché des soins de santé fondés sur la simulation comprend à la fois des produits et des services dans les catégories suivantes : simulateurs de patients haute fidélité, simulateurs interventionnels, dispositifs de formation aux tâches moyenne ou basse fidélité, simulateurs d'échographie, solutions audiovisuelles, environnements cliniques simulés et services de formation. La plupart des utilisateurs finaux sont des établissements d'enseignement, des hôpitaux et des forces de défense. Une étude récente du marché mondial des soins de santé fondés sur la simulation, portant sur les produits et les services, établit à 790 millions \$ la valeur du marché en 2012 et indique que ce marché devrait s'accroître à un taux de croissance annuel composé de 19,6 %. L'Amérique du Nord est le plus important marché des soins de santé fondés sur la simulation, les États-Unis détenant une part élevée de ce marché, suivis de l'Europe et de l'Asie.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients;
- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies médicales;
- Demande pour les services de santé et augmentation du coût des soins de santé.

**Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients**

Selon l'Institute of Medicine, jusqu'à 98 000 Américains meurent chaque année en raison d'erreurs médicales survenues pendant le traitement. Dans le cadre d'une étude, l'International Society for Pharmacoeconomics and Outcomes Research évalue à plus de 1 milliard \$ le coût mesurable des erreurs médicales pour les hôpitaux américains en 2009. Grâce à la formation fondée sur la simulation, les cliniciens peuvent accroître leur confiance, leurs connaissances et leur expertise en vue d'améliorer la sécurité des patients dans un environnement sans risque. La simulation est un élément nécessaire d'un mouvement croissant vers l'évaluation et la certification à enjeux élevés, notamment en matière de maintien de la certification en anesthésie (MOCA), d'éléments de chirurgie par laparoscopie (FLS) et de soins avancés de réanimation traumatologique (ATLS). En outre, l'Accreditation Council for Graduate Medical Education (ACGME) évolue vers une évaluation axée sur les résultats ayant des critères spécifiques d'évaluation et de comparaison de la performance, ce qui modifierait la définition d'éducation dans le secteur des soins de santé et favoriserait l'adoption de produits et de formation fondés sur la simulation.

**Accès limité aux patients pendant la formation**

L'éducation médicale a toujours été une formation d'apprenti dans le cadre de laquelle l'étudiant administre des soins aux patients sous la supervision d'une personne plus expérimentée. Ainsi, les étudiants jouent un rôle plus limité et font moins souvent face à des interventions risquées, à des complications rares et à des décisions critiques. Le recours à la simulation dans le cadre des programmes de formation professionnelle complète l'apprentissage classique, expose les étudiants à des événements risqués peu fréquents et leur permet de développer leurs compétences cliniques et leur sens critique. Par exemple, les complications lors de l'accouchement peuvent avoir des répercussions à long terme sur la santé de la mère comme de l'enfant. Notre simulateur maternel/fœtal Fidelis est conçu pour permettre aux équipes médicales de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi que des procédures complexes associées à des urgences rares.

**Révolution dans le domaine des technologies médicales**

L'évolution des technologies médicales propulse l'utilisation de la simulation. Les nouveaux dispositifs médicaux et les procédures de pointe, comme l'échographie intracardiaque, les dispositifs d'assistance cardiaque et l'amélioration des techniques de ventilation mécanique, nécessitent des solutions de formation évoluées, comme la simulation, pour l'élaboration de produits à l'interne et la formation des clients. Les organismes de réglementation et de certification resserrent constamment leurs exigences voulant que les cliniciens soient formés avant l'adoption de bouleversements technologiques, tâche pour laquelle la simulation est parfaitement adaptée.

**Demande pour les services de santé et augmentation du coût des soins de santé**

L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante des services de soins de santé ayant propulsé les dépenses en soins de santé, lesquelles ont augmenté de 9,9 % aux États-Unis au premier trimestre de 2014. Les Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) des États-Unis estiment à 5,8 % la croissance annuelle des dépenses nationales en soins de santé pour les 10 prochaines années. Les hôpitaux sont de plus en plus incités à améliorer leur efficacité, ce qui stimule la demande pour la formation. Des éléments de plus en plus nombreux démontrent que la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les erreurs, ce qui peut contribuer à atténuer le taux d'augmentation du coût des soins de santé.

#### 4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 juin 2014	31 mars 2014	Diminution
Dollar américain (\$ US)	1,07	1,11	(4) %
Euro (€)	1,46	1,52	(4) %
Livre sterling (£)	1,83	1,84	(1) %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 juin 2014	31 mars 2014	(Diminution) / augmentation	30 juin 2013	Augmentation
Dollar américain (\$ US)	1,09	1,10	(1) %	1,02	7 %
Euro (€)	1,50	1,51	(1) %	1,34	12 %
Livre sterling (£)	1,84	1,83	1 %	1,57	17 %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une augmentation de 27,2 millions \$ des produits des activités ordinaires et par une augmentation de 1,5 million \$ du résultat net pour le trimestre écoulé par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du trimestre correspondant de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

##### – Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette de ces établissements et le montant net des investissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement l'état consolidé du résultat net de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

##### – Nos activités de production hors du Canada (Australie, Allemagne, États-Unis, Inde, Royaume-Uni et Singapour)

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipement qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

##### – Nos activités de production au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les créances clients et dettes fournisseurs libellées en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à atténuer notre exposition au risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur l'état consolidé du résultat net.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon à ce que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts comptabilisés en livres sterling et en euros, nous effectuons également des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.



## 5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information complémentaire utile et peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

### Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

### Carnet de commandes

La valeur des commandes engagées est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour le secteur Simulation et formation – Civil, nous considérons qu'une commande fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties, et nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'une commande fait partie des commandes engagées dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période et certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un contrat dans les commandes engagées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées.

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes du secteur militaire que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options négociées non exercées dont la probabilité d'exercice est, à notre avis, élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Le carnet de commandes total comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises et les commandes non financées.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

### Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

### Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio dette nette/capital correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

### Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

### **Fonds de roulement hors trésorerie**

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente).

### **Frais de recherche et de développement**

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

### **Marge brute**

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel des activités poursuivies dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence.

### **Nombre équivalent de simulateurs**

Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

### **Rendement du capital utilisé**

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

### **Résultat opérationnel**

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

### **Résultat opérationnel sectoriel\***

Le résultat opérationnel sectoriel\* (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel\*, compte tenu de la quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence, mais abstraction faite du montant net des charges financières, de l'impôt sur le résultat et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

### **Taux d'utilisation**

Le taux d'utilisation est une mesure opérationnelle que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de formation fondée sur la simulation. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

## 6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

### 6.1 Résultat opérationnel – Premier trimestre de l'exercice 2015

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T1-2015	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014
Produits des activités ordinaires	526,2	575,7	503,9	478,2	520,1 \$
Coût des ventes	389,7	415,7	363,3	352,0	381,8 \$
Marge brute <sup>3</sup>	136,5	160,0	140,6	126,2	138,3 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	25,9	27,8	27,9	26,4	26,6 %
Frais de recherche et de développement <sup>3</sup>	14,4	19,5	16,0	14,9	17,3 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	63,9	70,0	61,9	59,8	67,6 \$
Autres profits – montant net	(3,8)	(8,1)	(2,2)	(5,6)	(5,3) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(9,7)	(8,1)	(11,5)	(7,5)	(2,9) \$
Résultat opérationnel <sup>3</sup> des activités poursuivies	71,7	86,7	76,4	64,6	61,6 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	13,6	15,1	15,2	13,5	11,8 %
Produits financiers	(2,1)	(2,3)	(2,3)	(2,3)	(2,7) \$
Charges financières	18,6	18,7	21,0	20,9	19,9 \$
Charges financières – montant net	16,5	16,4	18,7	18,6	17,2 \$
Résultat avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	55,2	70,3	57,7	46,0	44,4 \$
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	11,6	10,5	10,7	7,9	(0,1) \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôt et activités abandonnées (taux d'imposition)</i>	21	15	19	17	- %
Résultat lié aux activités poursuivies	43,6	59,8	47,0	38,1	44,5 \$
Résultat lié aux activités abandonnées	(2,0)	0,1	0,6	0,1	0,9 \$
Résultat net	41,6	59,9	47,6	38,2	45,4 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	43,8	59,9	45,5	38,2	44,7 \$
Activités abandonnées	(2,0)	0,1	0,6	0,1	0,9 \$
	41,8	60,0	46,1	38,3	45,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,1)	1,5	(0,1)	(0,2) \$
	41,6	59,9	47,6	38,2	45,4 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué – activités poursuivies	0,17	0,23	0,17	0,15	0,17 \$
De base et dilué – activités abandonnées	(0,01)	-	0,01	-	0,01 \$
	0,16	0,23	0,18	0,15	0,18 \$

#### Produits des activités ordinaires poursuivies en baisse de 9 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 1 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont fléchi de 49,5 millions \$ en regard du trimestre précédent. Cette baisse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont diminué de 32,4 millions \$, soit 14 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains découlant de la progression de l'activité et des programmes conclus au trimestre précédent;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Simulation et formation – Civil ont diminué de 14,6 millions \$, soit 5 %, principalement en raison de la combinaison de programmes, la composition actuelle comprenant un plus grand nombre de plateformes dont le délai d'exécution est plus long, et de la faible demande pour la formation en Amérique du Nord et en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont diminué de 2,5 millions \$, soit 11 %, en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs et didacticiels interventionnels et d'échographie, ce qui est attribuable au caractère saisonnier de nos activités internationales, et de la diminution des produits des activités ordinaires tirés de solutions audiovisuelles. La baisse a été contrebalancée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, en partie du fait du lancement de notre nouveau simulateur maternel/fœtal.

<sup>3</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

Les produits des activités ordinaires poursuivies ont augmenté de 6,1 millions \$ en regard du premier trimestre de l'exercice 2014. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur Simulation et formation – Civil ont augmenté de 7,1 millions \$, soit 2 %, principalement en raison du raffermissement de l'euro, du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien ainsi que de la hausse de la demande pour la formation et du taux d'utilisation de simulateurs en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe. La hausse a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires du fait de la combinaison de programmes et du moment où les étapes clés ont été atteintes, la composition actuelle comprenant un plus grand nombre de plateformes dont le délai d'exécution est plus long;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Défense et sécurité ont diminué de 0,9 million \$, ce qui est stable par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014. La diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains a été neutralisée par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements européens et américains et par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens et européens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur Santé ont diminué de 0,1 million \$, ce qui est stable par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014. La baisse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs interventionnels a été neutralisée par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients qui s'explique par le lancement de notre nouveau simulateur maternel/fœtal.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

#### **Résultat opérationnel des activités poursuivies en baisse de 15,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 10,1 millions \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014**

Le résultat opérationnel des activités poursuivies s'est établi à 71,7 millions \$ pour le trimestre, soit 13,6 % des produits des activités ordinaires, par rapport à 86,7 millions \$, soit 15,1 % des produits des activités ordinaires et 61,6 millions \$, soit 11,8 % des produits des activités ordinaires, pour le premier trimestre de l'exercice 2014.

Le résultat opérationnel a diminué de 17 % par rapport au trimestre précédent. Le résultat opérationnel sectoriel<sup>4</sup> a fléchi de 8,5 millions \$, de 6,1 millions \$ et de 0,4 million \$ pour les secteurs Simulation et formation – Civil, Défense et sécurité, et Santé, respectivement.

Le résultat opérationnel a augmenté de 16 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014. La hausse de 11,9 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur Simulation et formation – Civil a été annulée en partie par les baisses de 1,7 million \$ et de 0,1 million \$ des secteurs Défense et sécurité, et Santé, respectivement.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

#### **Montant net des charges financières stable par rapport au trimestre de précédent et en baisse de 0,7 million \$ par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014**

Le montant net des charges financières est demeuré stable par rapport au trimestre précédent. La baisse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par la diminution des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances.

#### **Taux d'imposition de 21 % ce trimestre**

Pour ce trimestre, l'impôt sur le résultat s'est chiffré à 11,6 millions \$, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 21 %, comparativement à 15 % au trimestre précédent et à néant au premier trimestre de l'exercice 2014.

L'augmentation du taux d'imposition comparativement au trimestre précédent est principalement attribuable à l'incidence sur les résultats du trimestre précédent de la modification des taux d'imposition quasi adoptés en Allemagne, au Royaume-Uni et en Norvège, ainsi qu'au règlement de contrôles fiscaux. Le trimestre visé reflète également une augmentation attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

L'augmentation du taux d'imposition par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014 est principalement attribuable à une décision favorable rendue par la Cour d'appel fédérale du Canada le 17 avril 2013 en ce qui a trait au traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada, ainsi qu'à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

---

<sup>4</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

## 6.2 Résultat des activités abandonnées

Nous avons décidé de vendre notre entreprise du secteur minier (CAE Mines), qui était prise en compte dans l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux, afin de concentrer nos ressources et nos investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées pour nos trois autres secteurs principaux : Simulation et formation – Civil, Défense et sécurité, et Santé. CAE Mines livre des produits et des services dans l'ensemble de la chaîne de valeur minière.

Conformément aux exigences d'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, les produits des activités ordinaires et les charges liés à CAE Mines ont été classés et présentés séparément en tant qu'activités abandonnées dans nos états financiers consolidés intermédiaires non audités, et les résultats des exercices antérieurs ont été retraités en conséquence.

Les produits des activités ordinaires tirés de CAE Mines se sont établis à 8,4 millions \$ ce trimestre, en hausse de 8 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 18 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014. Le résultat des activités abandonnées a correspondu à une perte de 2,0 millions \$ ce trimestre, par rapport à un résultat des activités abandonnées correspondant à un bénéfice de 0,1 million \$ au trimestre précédent et de 0,9 million \$ au premier trimestre de l'exercice 2014. La baisse du résultat par rapport au trimestre précédent s'explique d'abord et avant tout par l'évaluation à la juste valeur de certains actifs détenus en vue de la vente et par la hausse des frais d'administration du fait des activités abandonnées de CAE Mines. Le fléchissement par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par la diminution des produits des activités ordinaires, l'évaluation à la juste valeur de certains actifs détenus en vue de la vente et la hausse des frais d'administration du fait des activités abandonnées de CAE Mines.

## 6.3 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

La valeur de notre carnet de commandes consolidé total était de 4 931,5 millions \$ à la fin du trimestre écoulé. De nouvelles commandes de 533,5 millions \$ ont été ajoutées ce trimestre, neutralisées en partie par les produits des activités ordinaires de 526,2 millions \$ tirés de nos commandes engagées. L'ajustement de 86,4 millions \$ s'explique essentiellement par les variations du change. Notre carnet de commandes des coentreprises<sup>5</sup> s'est établi à 362,9 millions \$ et nos commandes non financées<sup>5</sup>, à 442,1 millions \$.

### Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2014
Commandes engagées en début de période	4 205,6 \$
+ commandes	533,5
- produits des activités ordinaires	(526,2)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	(86,4)
Commandes engagées en fin de période	4 126,5
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	362,9
Commandes non financées	442,1
Carnet de commandes total	4 931,5 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,01. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,15.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

<sup>5</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

## 7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Durant le trimestre, nous avons modifié nos secteurs opérationnels. Cette décision traduit les changements apportés à la structure organisationnelle en vue de mieux refléter nos secteurs opérationnels et notre approche commerciale articulée sur des solutions intégrées. Cette information reflète la manière dont la direction évalue la rentabilité et la performance ainsi que notre méthode d'attribution des ressources. En conséquence, nous sommes d'avis que l'information présentée est plus pertinente puisqu'elle correspond mieux à la façon dont les opérations sont gérées à l'interne.

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Simulation et formation – Civil;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

### PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

#### Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2015	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014
Simulation et formation – Civil	<b>49,5</b> <b>16,0</b>	58,0 17,9	45,2 16,0	39,0 14,5	37,6 \$ 12,5 %
Défense et sécurité	<b>21,9</b> <b>11,1</b>	28,0 12,2	31,0 15,4	25,2 13,2	23,6 \$ 11,9 %
Santé	<b>0,3</b> <b>1,5</b>	0,7 3,2	0,2 1,0	0,4 2,2	0,4 \$ 2,1 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	<b>71,7</b>	86,7	76,4	64,6	61,6 \$

#### Capital utilisé<sup>6</sup>

<i>(montants en millions)</i>	T1-2015	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014
Simulation et formation – Civil	<b>1 795,8</b>	1 776,3	1 665,2	1 567,6	1 625,3 \$
Défense et sécurité	<b>590,4</b>	567,3	576,7	517,9	518,2 \$
Santé*	<b>181,1</b>	181,6	175,5	167,5	170,9 \$
	<b>2 567,3</b>	2 525,2	2 417,4	2 253,0	2 314,4 \$

\* Les chiffres des périodes comparatives ne tiennent pas compte des actifs nets des activités abandonnées.

#### 7.1 Simulation et formation – Civil

##### INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015

###### Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé la prochaine étape d'inscription au programme de MPL pour copilotes d'easyJet à CAE Oxford Aviation Academy;
- Líder Aviação et nous avons annoncé le lancement d'un nouveau programme de formation de pilotes d'hélicoptères à São Paulo, au Brésil, à l'intention des exploitants de l'hélicoptère Sikorsky S-92. Le programme de formation sur S-92 est un prolongement de la coentreprise entre CAE et Líder, et soutiendra la formation au vol pour tous les pilotes de S-92 de Líder;
- Bombardier Aéronautique a annoncé qu'elle a retenu nos services comme fournisseur de formation autorisé au pilotage sur les avions régionaux de la gamme CRJ de Bombardier qui comprend les avions CRJ100/CRJ200, CRJ700 NextGen, CRJ900 NextGen et CRJ1000 NextGen. Aux termes de l'accord, les instructeurs de CAE donneront des cours de formation au pilotage des avions de la série CRJ à divers emplacements dans le monde.

<sup>6</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

**COMMANDES**

Le secteur Simulation et formation – Civil a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 365,3 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 11 FFS.

Contrats portant sur la fourniture de FFS obtenus au cours du trimestre :

- Un FFS Boeing 747-8 à Air China;
- Un FFS ATR72-600 à Air New Zealand;
- Un FFS Bombardier Challenger 350 à Bombardier Aéronautique;
- Un FFS ATR72-600 à EVA Airways;
- Un FFS ATR72-600 à PT Garuda Indonesia;
- Trois FFS B737-900ER et un FFS ATR72-600 à Lion Air;
- Un FFS Airbus A320 à Middle East Airlines;
- Un FFS Boeing 777 à Turkish Airlines.

Autres principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Un renouvellement du contrat à long terme avec Scandinavian Airlines pour des services de formation des pilotes et du personnel de cabine;
- Un nouveau contrat à long terme avec Caverton Helicopters pour des services d'exploitation de centres de formation;
- Un nouveau contrat à long terme avec le transporteur aérien British Midland Regional pour des services de formation des pilotes;
- D'importants services de mise à niveau de simulateurs pour Air France;
- Un renouvellement du contrat à long terme avec Air Nostrum Lineas Aereas pour des services de formation des pilotes;
- Un renouvellement du contrat à long terme avec ACASS Canada pour des services de formation des pilotes.

**Résultats financiers**

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et le taux d'utilisation)

	T1-2015	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014
Produits des activités ordinaires	308,9	323,5	282,1	269,3	301,8 \$
Résultat opérationnel sectoriel	49,5	58,0	45,2	39,0	37,6 \$
Marges opérationnelles	16,0	17,9	16,0	14,5	12,5 %
Dotations aux amortissements	28,8	29,3	26,6	26,4	28,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	28,3	57,0	32,0	17,6	21,7 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	11,0	12,0	8,4	7,1	12,9 \$
Capital utilisé	1 795,8	1 776,3	1 665,2	1 567,6	1 625,3 \$
Carnet de commandes total	2 414,7	2 424,8	2 377,3	2 277,2	2 065,0 \$
Unités NES <sup>7</sup>	192	194	190	188	190
FFS déployés	241	239	238	233	230
Taux d'utilisation <sup>7</sup>	72	71	69	62	69 %

**Produits des activités ordinaires en baisse de 5 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 2 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014**

La baisse des produits des activités ordinaires par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par la combinaison de programmes, la composition actuelle comprenant un plus grand nombre de plateformes dont le délai d'exécution est plus long, et par la faible demande de formation en Amérique du Nord et en Europe.

La hausse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par le raffermissement de l'euro, du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien ainsi que par la demande accrue pour la formation et par l'augmentation du taux d'utilisation de FFS en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires traduisant la combinaison de programmes et le moment où les étapes clés ont été atteintes, la combinaison actuelle comprenant un plus grand nombre de plateformes dont le délai d'exécution est plus long.

<sup>7</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

### Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 15 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 32 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 49,5 millions \$ (16,0 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 58,0 millions \$ (17,9 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 37,6 millions \$ (12,5 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice 2014.

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 8,5 millions \$, soit 15 %, par rapport au trimestre précédent. La diminution est principalement attribuable à la régression des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et en Europe, ainsi qu'aux profits à la cession de FFS comptabilisés pour le trimestre précédent. La diminution a été neutralisée en partie par l'incidence favorable des variations du change à la réévaluation de nos comptes du fonds de roulement hors trésorerie.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 11,9 millions \$, soit 32 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014. L'augmentation traduit en grande partie la hausse de la demande pour la formation et du taux d'utilisation de simulateurs en Asie, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe, et dans une moindre mesure, la diminution des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale, et l'incidence favorable des variations du change à la réévaluation de nos comptes du fonds de roulement hors trésorerie. Cette augmentation a été partiellement neutralisée par la constatation, au premier trimestre de l'exercice 2014, de profits sur la cession de simulateurs de vol.

### Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 28,3 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 10,1 millions \$, et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 18,2 millions \$ ce trimestre.

### Capital utilisé en hausse de 19,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé est principalement attribuable à la hausse des stocks et des actifs au titre des contrats en cours, neutralisée en partie par la baisse des immobilisations corporelles. Les immobilisations corporelles ont diminué en raison des variations du change, annulées en partie par les dépenses d'investissement en immobilisations.

### Carnet de commandes total de 2 414,7 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2014
Commandes engagées en début de période	2 161,7 \$
+ commandes	365,3
- produits des activités ordinaires	(308,9)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	(45,6)
Commandes engagées en fin de période	2 172,5
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	242,2
Carnet de commandes total	2 414,7 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,18. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,32.

## 7.2 Secteur Défense et sécurité

### INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015

#### Nouveaux programmes et produits

- Notre Centre de formation polyvalent de CAE Brunei a été mis en service pour la formation sur hélicoptères S-92 et la formation initiale en gestion des urgences, et nous avons annoncé que le simulateur S-92 de Série CAE 3000, le premier du centre de formation polyvalent de CAE Brunei, est maintenant prêt à la formation;
- Nous développerons et fournirons un système d'entraînement à la guerre maritime à la marine suédoise. Il s'agit d'un système complet fondé sur la simulation comprenant le logiciel de simulation, le matériel, les consoles de jeux de guerre et les postes d'instructeurs;
- Nous fournirons le générateur d'images CAE Medallion-6000 à Korea Aerospace Industries pour le simulateur de mission complète T-50. Il s'agit de la première participation de CAE à la plateforme d'entraînement léger d'attaque au sol T-50 de KAI.



## COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 148,8 millions \$, notamment :

- Un contrat avec l'Organisation de gestion du programme de système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN portant sur un important effort de modernisation du simulateur de poste de pilotage E-3A et du dispositif d'entraînement au vol E-3A;
- Un contrat de l'agence du gouvernement allemand responsable du matériel, de la technologie de l'information et du soutien en service de la Bundeswehr en Allemagne portant sur la mise à niveau des systèmes visuels des simulateurs Eurofighter de la force aérienne allemande;
- Un contrat d'un client international dont l'identité demeure confidentielle portant sur la fourniture d'un dispositif d'entraînement aux systèmes d'armes destinés aux opérateurs de perche du KC-135;
- Un contrat avec l'administration responsable du matériel de défense suédois portant sur la fourniture d'un système complet d'entraînement à la guerre maritime à la marine suédoise;
- Un contrat avec Beechcraft Defense Company, LLC portant sur la fourniture de services de soutien à l'entraînement et de maintenance pour le système d'entraînement au sol T-6C à la Royal New Zealand Air Force;
- Un contrat avec Korea Aerospace Industries Ltd. (KAI) portant sur la fourniture du générateur d'images CAE Medallion-6000 pour le simulateur de mission complète T-501Q que KAI est en train de concevoir.

## Résultats financiers

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	<b>T1-2015</b>	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014
Produits des activités ordinaires	<b>197,9</b>	230,3	201,8	191,1	198,8 \$
Résultat opérationnel sectoriel	<b>21,9</b>	28,0	31,0	25,2	23,6 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	<b>11,1</b>	12,2	15,4	13,2	11,9 %
Dotations aux amortissements	<b>12,2</b>	12,2	11,4	10,8	8,0 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	<b>10,5</b>	8,0	4,6	6,3	7,1 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	<b>4,8</b>	6,0	3,7	2,5	4,1 \$
Capital utilisé	<b>590,4</b>	567,3	576,7	517,9	518,2 \$
Carnet de commandes total	<b>2 516,8</b>	2 580,0	2 585,7	2 437,2	2 343,6 \$

### Produits des activités ordinaires en baisse de 14 % par rapport au trimestre précédent et stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains du fait de la progression de l'activité et des programmes conclus au trimestre précédent.

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014. La diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains a été neutralisée par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements européens et américains et par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes australiens et européens.

### Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 22 % par rapport au trimestre précédent et de 7 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 21,9 millions \$ (11,1 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 28,0 millions \$ (12,2 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 23,6 millions \$ (11,9 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2014.

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par le recul des volumes à l'égard des programmes nord-américains et par la diminution des marges du fait de la combinaison de programmes, contrebalancés en partie par la diminution des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale.

La baisse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par le recul des volumes à l'égard des programmes nord-américains, contrebalancé en partie par l'augmentation des volumes et des marges à l'égard des programmes australiens et européens et par l'incidence favorable des variations du change à la conversion des résultats des établissements aux États-Unis et en Europe.

### Capital utilisé en hausse de 23,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par la diminution des dettes fournisseurs et charges à payer ainsi que des immobilisations corporelles du fait d'une hausse des dépenses d'investissement en immobilisations, neutralisée en partie par les variations du change et la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles. L'augmentation a été annulée en partie par la baisse des créances clients et des stocks.

**Carnet de commandes total en baisse de 2 % par rapport à l'exercice précédent**

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2014
Commandes engagées en début de période	2 043,9 \$
+ commandes	148,8
- produits des activités ordinaires	(197,9)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	(40,8)
Commandes engagées en fin de période	1 954,0
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	120,7
Commandes non financées	442,1
Carnet de commandes total	2 516,8 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,75. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,92.

Un montant de 92,6 millions \$ a été ajouté aux commandes non financées ce trimestre.

**7.3 Santé****EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015****Expansions**

- Nous avons signé des ententes avec de nouveaux distributeurs en Corée du Sud et en Inde;
- Nous avons signé une entente avec un nouveau distributeur en France pour la vente de nos dispositifs d'entraînement aux tâches d'échographie.

**Nouveaux programmes et produits**

- Nous avons lancé le système Replay de CAE, une solution audiovisuelle simplifiée de débriefing qui capture autant les simulations médicales que les événements cliniques, à l'occasion de la conférence mondiale du Human Patient Simulation Network (HPSN) 2014 à Sarasota (États-Unis);
- Nous avons lancé et produit nos premiers simulateurs maternels/foœtaux Fidelis.

**COMMANDES**

Les ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Une solution audiovisuelle et des services de formation connexes à une université de recherche publique (États-Unis);
- Une solution audiovisuelle et des services de formation connexes à l'hôpital Christiana (États-Unis);
- Dix simulateurs interventionnels à une société de dispositifs médicaux (États-Unis);
- Une solution audiovisuelle à l'Université de l'État de l'Arizona (États-Unis);
- Un simulateur interventionnel et des services sur plusieurs années à un hôpital (Royaume-Uni);
- Un simulateur de patients et des services de formation connexes à une université (Chine);
- Un simulateur interventionnel à un hôpital (Corée).

**Résultats financiers**

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T1-2015	T4-2014	T3-2014	T2-2014	T1-2014
Produits des activités ordinaires	19,4	21,9	20,0	17,8	19,5 \$
Résultat opérationnel sectoriel	0,3	0,7	0,2	0,4	0,4 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	1,5	3,2	1,0	2,2	2,1 %
Dotation aux amortissements	3,2	3,1	2,9	2,9	2,8 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	0,9	0,5	0,6	0,6	1,0 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	2,3	2,5	3,2	1,7	1,3 \$
Capital utilisé	181,1	181,6	175,5	167,5	170,9 \$

**Produits des activités ordinaires en baisse de 11 % par rapport au trimestre précédent et stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014**

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs et didacticiels interventionnels et d'échographie, laquelle est attribuable au caractère saisonnier de nos activités internationales, ainsi que par le fléchissement des produits des activités ordinaires tirés des solutions audiovisuelles. La baisse a été neutralisée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients, en partie du fait du lancement de notre nouveau simulateur maternel/foœtal.

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014. La baisse des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs interventionnels a été annulée par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients découlant du lancement de notre nouveau simulateur maternel/foœtal.

### Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 57 % par rapport au trimestre précédent et de 25 % par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 0,3 million \$ (1,5 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 0,7 million \$ (3,2 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 0,4 million \$ (2,1 % des produits des activités ordinaires) au premier trimestre de l'exercice 2014.

La baisse du résultat opérationnel sectoriel par rapport au trimestre précédent traduit essentiellement la diminution des produits des activités ordinaires dont il est question plus haut.

La baisse par rapport au premier trimestre de l'exercice 2014 s'explique essentiellement par le recul des marges découlant d'une combinaison de produits moins favorable.

### Capital utilisé en baisse de 0,5 million \$ par rapport au trimestre précédent

Le capital utilisé est demeuré stable par rapport au trimestre précédent. La diminution des immobilisations incorporelles, surtout en raison des variations du change, a été annulée par l'augmentation des stocks et des créances clients.

## 8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

### 8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	T1-2015	T4-2014	T1-2014
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies*	85,5 \$	98,4 \$	82,5 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(82,7)	29,1	(66,5)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies	2,8 \$	127,5 \$	16,0 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance <sup>8</sup>	(13,3)	(15,1)	(7,2)
Autres actifs	(3,7)	(5,3)	(12,9)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles (Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence	0,4	8,5	1,7
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	5,9	0,8	-
Dividendes versés	(10,5)	(9,9)	(10,2)
Flux de trésorerie disponibles <sup>8</sup> des activités poursuivies	(20,9) \$	108,3 \$	(12,1) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance <sup>8</sup>	(26,4)	(50,4)	(22,6)
Frais de développement inscrits à l'actif	(12,9)	(12,8)	(10,7)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	5,4	14,0	(14,6)
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(2,0)	(0,4)	-
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(7,6)	9,1	4,9
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(64,4) \$	67,8 \$	(55,1) \$

\* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

### Flux de trésorerie disponibles des activités poursuivies négatifs de 20,9 millions \$ ce trimestre

Le recul par rapport au trimestre précédent et au premier trimestre de l'exercice 2014 s'explique d'abord et avant tout par les variations défavorables du fonds de roulement hors trésorerie du fait de la hausse des actifs au titre des contrats en cours et des stocks.

### Dépenses d'investissement en immobilisations de 39,7 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 26,4 millions \$, et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 13,3 millions \$ ce trimestre.

<sup>8</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

## 9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### 9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(montants en millions)</i>	<b>30 juin 2014</b>	31 mars 2014
<b>Utilisation du capital :</b>		
Actifs courants	<b>1 397,3 \$</b>	1 350,8 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>(280,8)</b>	(312,3)
Déduire : actifs après déduction des passifs détenus en vue de la vente	<b>(44,6)</b>	-
Passifs courants	<b>(912,8)</b>	(964,5)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	<b>49,1</b>	50,6
Fonds de roulement hors trésorerie <sup>9</sup>	<b>208,2 \$</b>	124,6 \$
Actifs après déduction des passifs détenus en vue de la vente	<b>44,6</b>	-
Immobilisations corporelles	<b>1 315,3</b>	1 341,2
Autres actifs non courants	<b>1 479,2</b>	1 544,7
Autres passifs non courants	<b>(670,8)</b>	(672,1)
<b>Total du capital utilisé</b>	<b>2 376,5 \$</b>	2 338,4 \$
<b>Provenance du capital :</b>		
Partie courante de la dette à long terme	<b>49,1 \$</b>	50,6 \$
Dette à long terme	<b>1 133,3</b>	1 117,9
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>(280,8)</b>	(312,3)
Dette nette <sup>9</sup>	<b>901,6 \$</b>	856,2 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	<b>1 434,9</b>	1 441,6
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>40,0</b>	40,6
<b>Provenance du capital</b>	<b>2 376,5 \$</b>	2 338,4 \$

#### Capital utilisé en hausse de 38,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est principalement attribuable à l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie, neutralisée en partie par la diminution des autres actifs non courants et des immobilisations corporelles.

Notre rendement du capital utilisé<sup>9</sup> (RCU) a été de 10,9 % pour le trimestre, comparativement à 11,4 % pour le trimestre précédent.

#### Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 83,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse découle essentiellement de l'augmentation des stocks et des actifs au titre des contrats en cours, ainsi que de la baisse des passifs au titre des contrats en cours.

#### Actifs nets détenus en vue de la vente de 44,6 millions \$ ce trimestre

Les actifs nets détenus en vue de la vente pour le trimestre sont liés aux activités abandonnées de CAE Mines. Le total des actifs de 56,0 millions \$ est principalement composé d'immobilisations incorporelles et de créances clients, alors que le total des passifs de 11,4 millions \$ est principalement composé des dettes fournisseurs et charges à payer.

#### Autres actifs non courants en baisse de 65,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse s'explique essentiellement par la diminution des immobilisations incorporelles du fait du classement des actifs de CAE Mines vers les actifs détenus en vue de la vente et par les variations du change.

#### Immobilisations corporelles en baisse de 25,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse est surtout attribuable aux variations du change et à la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles, contrebalancées en partie par les dépenses d'investissement en immobilisations.

<sup>9</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

**Variation de la dette nette**

<i>(montants en millions, sauf le ratio dette nette/capital)</i>	Trimestre clos le 30 juin 2014
Dette nette en début de période	856,2 \$
Solde d'ouverture de la trésorerie reliée aux activités abandonnées	7,7
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	64,4
Incidence des fluctuations des taux de change sur la dette à long terme	(26,3)
Autres	(0,4)
<b>Augmentation de la dette nette pour la période</b>	<b>45,4 \$</b>
Dette nette en fin de période	901,6 \$
Ratio dette nette/capital <sup>10</sup>	37,9 %

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Nous avons également une entente en vertu de laquelle nous vendons certaines de nos créances clients et certains de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$.

Nous avons certains accords relatifs à la dette qui exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 30 juin 2014, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

**Total des capitaux propres en baisse de 7,3 millions \$ pour le trimestre**

La baisse des capitaux propres découle en grande partie de l'incidence défavorable des variations du change de 49,6 millions \$, annulée en partie par le résultat net de 41,6 millions \$.

*Informations sur les actions en circulation*

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 juin 2014, nous avons au total 264 659 779 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 529,6 millions \$.

Au 31 juillet 2014, nous avons un total de 264 698 606 actions ordinaires émises et en circulation.

<sup>10</sup> Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5)

## 10. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

### Modifications de méthodes comptables

#### Secteurs opérationnels

Nous avons modifié nos secteurs opérationnels le 1<sup>er</sup> avril 2014. Nos anciens secteurs Formation et services associés – Civil et Produits de simulation – Civil ont été regroupés de manière à former le secteur Simulation et formation – Civil, tout comme l'ont été nos anciens secteurs Formation et services associés – Militaire et Produits de simulation – Militaire de manière à former le secteur Défense et sécurité. Ces regroupements découlent des changements apportés à la structure organisationnelle en vue de mieux refléter nos secteurs opérationnels et notre approche commerciale articulée sur des solutions intégrées. De plus, l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux a été renommé le secteur Santé par suite de notre décision de vendre notre entreprise du secteur minier, comme l'explique la note annexe 3 de nos états financiers consolidés intermédiaires. Cette information reflète la manière dont la direction évalue la rentabilité et la performance ainsi que notre méthode d'attribution des ressources. En conséquence, nous sommes d'avis que l'information présentée est plus pertinente puisqu'elle correspond mieux à la façon dont les opérations sont gérées à l'interne. Ce changement a été apporté sur une base rétrospective, conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. Le changement n'a pas eu d'incidence sur les résultats présentés dans les états financiers consolidés. La présentation d'informations sur les secteurs opérationnels a été retraitée aux fins de conformité avec les nouveaux secteurs opérationnels, comme l'explique la note annexe 12 à nos états financiers consolidés intermédiaires.

#### Nouvelles normes et modifications adoptées

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent pour l'exercice 2015 n'ont pas d'incidence importante sur la Société.

#### Nouvelles normes et modifications non encore adoptées

##### Avantages du personnel

En novembre 2013, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*. La modification simplifie la comptabilisation des cotisations aux régimes à prestations définies qui ne dépendent pas du nombre d'années de service de l'employé, par exemple les cotisations salariales qui correspondent à un pourcentage fixe du salaire. La modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014, et son application anticipée est autorisée. Nous évaluons actuellement l'incidence de la modification sur nos états financiers consolidés.

##### Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, en remplacement d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires connexes : IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, et son adoption anticipée est autorisée. Nous évaluons actuellement l'incidence de la norme sur nos états financiers consolidés.

##### Instrument financiers

L'IASB a publié antérieurement des versions d'IFRS 9, *Instrument financiers*, qui ont introduit de nouvelles exigences de classement et d'évaluation en 2009 et en 2010 ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture en 2013. En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instrument financiers*, qui remplace les versions antérieures et complète le projet de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instrument financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et son application anticipée est autorisée. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

## 11. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Durant le trimestre, nous avons adopté le nouveau document *Internal Control – Integrated Framework* publié en 2013 par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission. L'adoption du nouveau cadre n'a pas eu d'incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2014, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société évaluent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société chaque trimestre. À la clôture du premier trimestre, le chef de la direction et le chef de la direction financière de la Société étaient satisfaits de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

## 12. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

*(non auditées)**(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)*

	T1	T2	T3	T4	Cumul annuel
<b>Exercice 2015</b>					
Produits des activités ordinaires	526,2	1)	1)	1)	526,2 \$
Résultat net	41,6	1)	1)	1)	41,6 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	43,8	1)	1)	1)	43,8 \$
Activités abandonnées	(2,0)	1)	1)	1)	(2,0) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)				(0,2) \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,16	1)	1)	1)	0,16 \$
Activités poursuivies	0,17	1)	1)	1)	0,17 \$
Activités abandonnées	(0,01)	1)	1)	1)	(0,01) \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	263,9	1)	1)	1)	263,9
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	265,0	1)	1)	1)	265,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,09	1)	1)	1)	1,09
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,50	1)	1)	1)	1,50
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,84	1)	1)	1)	1,84
<b>Exercice 2014</b>					Total
Produits des activités ordinaires	520,1	478,2	503,9	575,7	2 077,9 \$
Résultat net	45,4	38,2	47,6	59,9	191,1 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	44,7	38,2	45,5	59,9	188,3 \$
Activités abandonnées	0,9	0,1	0,6	0,1	1,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,2)	(0,1)	1,5	(0,1)	1,1 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,18	0,15	0,18	0,23	0,73 \$
Activités poursuivies	0,17	0,15	0,17	0,23	0,72 \$
Activités abandonnées	0,01	-	0,01	-	0,01 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	260,2	261,0	261,5	262,7	261,3
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	260,2	261,5	262,3	264,0	261,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,02	1,04	1,05	1,10	1,05
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,34	1,38	1,43	1,51	1,41
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,57	1,61	1,70	1,83	1,68
<b>Exercice 2013</b>					Total
Produits des activités ordinaires	451,6	496,6	490,2	555,3	1 993,7 \$
Résultat net	21,9	35,9	37,2	45,7	140,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
Activités poursuivies	20,4	35,0	36,2	42,7	134,3 \$
Activités abandonnées	1,1	0,6	1,3	0,4	3,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	(0,3)	2,6	3,0 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,14	0,17	0,53 \$
Activités poursuivies	0,08	0,14	0,14	0,17	0,52 \$
Activités abandonnées	-	-	-	-	0,01 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	258,4	258,7	259,2	259,7	259,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,6	259,0	259,5	260,2	259,4
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,01	1,00	0,99	1,01	1,00
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,30	1,25	1,29	1,33	1,29
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,60	1,57	1,59	1,57	1,58

1) Non disponible

## État consolidé de la situation financière

<i>(non audité)</i>		<b>30 juin</b>	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	<b>2014</b>	2014
<b>Actif</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		<b>280,8 \$</b>	312,3 \$
Créances clients	4	<b>426,1</b>	453,9
Contrats en cours : actifs		<b>275,4</b>	256,4
Stocks		<b>247,4</b>	219,5
Acomptes		<b>75,1</b>	76,6
Impôt sur le résultat à recouvrer		<b>25,6</b>	24,8
Actifs financiers dérivés		<b>10,9</b>	7,3
Actifs détenus en vue de la vente	3	<b>56,0</b>	-
<b>Total de l'actif courant</b>		<b>1 397,3 \$</b>	1 350,8 \$
Immobilisations corporelles		<b>1 315,3</b>	1 341,2
Immobilisations incorporelles		<b>812,6</b>	870,7
Participations mises en équivalence		<b>231,3</b>	234,6
Actifs d'impôt différé		<b>33,1</b>	31,8
Actifs financiers dérivés		<b>5,7</b>	7,5
Autres actifs		<b>396,5</b>	400,1
<b>Total de l'actif</b>	12	<b>4 191,8 \$</b>	4 236,7 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Dettes fournisseurs et charges à payer		<b>656,6 \$</b>	685,0 \$
Provisions		<b>24,0</b>	28,6
Impôt sur le résultat à payer		<b>6,9</b>	8,3
Contrats en cours : passifs		<b>151,2</b>	167,4
Partie courante de la dette à long terme		<b>49,1</b>	50,6
Passifs financiers dérivés		<b>13,6</b>	24,6
Passifs détenus en vue de la vente	3	<b>11,4</b>	-
<b>Total du passif courant</b>		<b>912,8 \$</b>	964,5 \$
Provisions		<b>5,1</b>	6,4
Dette à long terme		<b>1 133,3</b>	1 117,9
Obligations relatives aux redevances		<b>160,2</b>	161,5
Obligations au titre des avantages du personnel		<b>124,9</b>	115,5
Profits différés et autres passifs non courants		<b>199,8</b>	204,2
Passifs d'impôt différé		<b>168,7</b>	166,1
Passifs financiers dérivés		<b>12,1</b>	18,4
<b>Total du passif</b>	12	<b>2 716,9 \$</b>	2 754,5 \$
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions		<b>529,6 \$</b>	517,5 \$
Surplus d'apport		<b>19,1</b>	19,5
Cumul des autres éléments du résultat global		<b>92,0</b>	129,5
Résultats non distribués		<b>794,2</b>	775,1
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		<b>1 434,9 \$</b>	1 441,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		<b>40,0</b>	40,6
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>1 474,9 \$</b>	1 482,2 \$
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>4 191,8 \$</b>	4 236,7 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.



## État consolidé du résultat net

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Notes	2014	2013
<b>Activités poursuivies</b>			
Produits des activités ordinaires	12	526,2 \$	520,1 \$
Coût des ventes		389,7	381,8
<b>Marge brute</b>		<b>136,5 \$</b>	<b>138,3 \$</b>
Frais de recherche et de développement		14,4	17,3
Frais de vente, généraux et d'administration		63,9	67,6
Autres profits – montant net	9	(3,8)	(5,3)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	12	(9,7)	(2,9)
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>71,7 \$</b>	<b>61,6 \$</b>
Produits financiers	5	(2,1)	(2,7)
Charges financières	5	18,6	19,9
Charges financières – montant net		16,5 \$	17,2 \$
<b>Résultat avant impôt sur le résultat</b>		<b>55,2 \$</b>	<b>44,4 \$</b>
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	10	11,6	(0,1)
<b>Résultat lié aux activités poursuivies</b>		<b>43,6 \$</b>	<b>44,5 \$</b>
<b>Activités abandonnées</b>			
Résultat lié aux activités abandonnées	3	(2,0)	0,9
<b>Résultat net</b>		<b>41,6 \$</b>	<b>45,4 \$</b>
Attribuable aux :			
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		41,8 \$	45,6 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		(0,2)	(0,2)
		<b>41,6 \$</b>	<b>45,4 \$</b>
<b>Résultat par action des activités poursuivies et abandonnées</b>			
<b>attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société</b>			
De base et dilué – activités poursuivies	7	0,17 \$	0,17 \$
De base et dilué – activités abandonnées	7	(0,01)	0,01
		<b>0,16 \$</b>	<b>0,18 \$</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

# État consolidé du résultat global

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	2014	2013
<b>Résultat net</b>	<b>41,6 \$</b>	45,4 \$
<b>Éléments pouvant être reclassés en résultat net</b>		
<b>Différences de conversion</b>		
Différences de conversion nettes liées aux états financiers des établissements à l'étranger	(60,1) \$	48,4 \$
Montant net des gains (pertes) sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	15,7	(14,9)
Impôt sur le résultat	2,8	1,7
Quote-part des différences de conversion liées aux participations mises en équivalence	(8,0)	7,0
	<b>(49,6) \$</b>	42,2 \$
<b>Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie</b>		
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	18,5 \$	(15,4) \$
Reclassements au résultat ou aux actifs non financiers connexes	(2,7)	2,5
Impôt sur le résultat	(4,3)	3,4
Quote-part après impôt des variations nettes des couvertures de flux de trésorerie et des participations mises en équivalence	0,2	(1,0)
	<b>11,7 \$</b>	(10,5) \$
<b>Éléments ne pouvant jamais être reclassés en résultat net</b>		
<b>Réévaluations des régimes à prestations définies</b>		
Réévaluations des régimes à prestations définies	(9,4) \$	23,7 \$
Impôt sur le résultat	2,5	(6,3)
	<b>(6,9) \$</b>	17,4 \$
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(44,8) \$</b>	49,1 \$
<b>Total du résultat global</b>	<b>(3,2) \$</b>	94,5 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	(2,6) \$	94,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,6)	(0,2)
	<b>(3,2) \$</b>	94,5 \$
Total du résultat global attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société :		
Activités poursuivies	(0,2) \$	93,2 \$
Activités abandonnées	(2,4)	1,5
	<b>(2,6) \$</b>	94,7 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## États consolidés des variations en capitaux propres

(non audité)

Trimestre clos le 30 juin 2014 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Notes	Actions ordinaires		Cumul des autres éléments du		Résultats non distribués	Total	Total		
		Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	résultat global					
Soldes à l'ouverture de la période		263 771 443	517,5 \$	19,5 \$	129,5 \$	775,1 \$	1 441,6 \$	40,6 \$	1 482,2 \$	
Résultat net		-	-	-	-	41,8	41,8	(0,2)	41,6	
Autres éléments du résultat global :										
Différences de conversion		-	-	-	(49,2)	-	(49,2)	(0,4)	(49,6)	
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	11,7	-	11,7	-	11,7	
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	-	(6,9)	(6,9)	-	(6,9)	
Total du résultat global		-	- \$	- \$	(37,5) \$	34,9 \$	(2,6) \$	(0,6) \$	(3,2) \$	
Options sur actions exercées		494 312	5,4	-	-	-	5,4	-	5,4	
Achat facultatif au comptant		1 055	-	-	-	-	-	-	-	
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	1,4	(1,4)	-	-	-	-	-	
Paiements fondés sur des actions		-	-	1,0	-	-	1,0	-	1,0	
Dividendes en actions	7	392 969	5,3	-	-	(5,3)	-	-	-	
Dividendes en trésorerie	7	-	-	-	-	(10,5)	(10,5)	-	(10,5)	
Soldes à la clôture de la période		264 659 779	529,6 \$	19,1 \$	92,0 \$	794,2 \$	1 434,9 \$	40,0 \$	1 474,9 \$	

(non audité)

Trimestre clos le 30 juin 2013 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société								Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Notes	Actions ordinaires		Cumul des autres éléments du		Résultats non distribués	Total	Total		
		Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	résultat global					
Soldes à l'ouverture de la période		259 979 059	471,7 \$	21,9 \$	(12,0) \$	633,0 \$	1 114,6 \$	31,8 \$	1 146,4 \$	
Résultat net		-	-	-	-	45,6	45,6	(0,2)	45,4	
Autres éléments du résultat global :										
Différences de conversion		-	-	-	42,2	-	42,2	-	42,2	
Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie		-	-	-	(10,5)	-	(10,5)	-	(10,5)	
Réévaluations des régimes à prestations définies		-	-	-	-	17,4	17,4	-	17,4	
Total du résultat global		-	- \$	- \$	31,7 \$	63,0 \$	94,7 \$	(0,2) \$	94,5 \$	
Options sur actions exercées		446 928	3,5	-	-	-	3,5	-	3,5	
Achat facultatif au comptant		325	-	-	-	-	-	-	-	
Transfert sur exercice d'options sur actions		-	0,9	(0,9)	-	-	-	-	-	
Paiements fondés sur des actions		-	-	1,3	-	-	1,3	-	1,3	
Dividendes en actions	7	262 311	2,8	-	-	(2,8)	-	-	-	
Dividendes en trésorerie	7	-	-	-	-	(10,2)	(10,2)	-	(10,2)	
Soldes à la clôture de la période		260 688 623	478,9 \$	22,3 \$	19,7 \$	683,0 \$	1 203,9 \$	31,6 \$	1 235,5 \$	

Le solde des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global au 30 juin 2014 s'est élevé à 886,2 millions \$ (702,7 millions \$ en 2013).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2014	2013
<b>Activités opérationnelles</b>			
Résultat lié aux activités poursuivies		43,6 \$	44,5 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		25,4	24,7
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs		18,8	14,3
Amortissement des frais de financement	5	0,4	0,4
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence		(9,7)	(2,9)
Impôt sur le résultat différé		5,3	8,1
Crédits d'impôt à l'investissement		(2,9)	(4,2)
Rémunération fondée sur des actions		2,3	0,2
Régimes de retraite à prestations définies		0,8	2,6
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(7,6)	(4,3)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		(0,1)	(2,2)
Autres		9,2	1,3
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	10	(82,7)	(66,5)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>		<b>2,8 \$</b>	<b>16,0 \$</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	10	(2,0) \$	- \$
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles		(39,7)	(29,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		0,4	1,7
Frais de développement inscrits à l'actif		(12,9)	(10,7)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(5,0)	(2,1)
(Paiements nets versés aux) produit net tiré des participations mises en équivalence		(2,5)	0,5
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		5,9	-
Autres		1,3	(10,8)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>		<b>(54,5) \$</b>	<b>(51,2) \$</b>
<b>Activités de financement</b>			
Variation nette des liquidités soumises à restrictions		- \$	(18,1) \$
Produit tiré des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		122,5	189,3
Remboursement sur l'encours des facilités de crédit non garanties renouvelables		(80,0)	(131,1)
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction		6,3	25,6
Remboursement sur la dette à long terme		(4,5)	(24,5)
Remboursement sur contrats de location-financement		(3,7)	(4,4)
Dividendes versés		(10,5)	(10,2)
Émission d'actions ordinaires		5,4	3,5
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>		<b>35,5 \$</b>	<b>30,1 \$</b>
<b>Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>			
		(7,6) \$	4,9 \$
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>(23,8) \$</b>	<b>(0,2) \$</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>		<b>312,3</b>	<b>260,0</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période, liées aux activités abandonnées</b>		<b>(7,7)</b>	<b>(11,8)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>		<b>280,8 \$</b>	<b>248,0 \$</b>
Information supplémentaire :			
Dividendes reçus		5,9 \$	0,6 \$
Intérêts payés		10,6	11,2
Intérêts reçus		2,3	1,8
Impôt sur le résultat payé		8,6	3,4

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## Notes annexes (non audité)

(sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 13 août 2014.

### NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

#### Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les avionneurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons, de façon à ce que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs (voir la note 2) :

- (i) Simulation et formation – Civil – Fournit une gamme complète de solutions de formation en aviation civile, comprenant des dispositifs de formation par simulation de CAE, ainsi que des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité – Fournit des systèmes complets de formation, des services d'intégration des systèmes d'entraînement et des services de formation aux forces de défense et de sécurité partout dans le monde. Conçoit et produit des simulateurs de vol militaire et autres équipements de simulation, des systèmes d'instruction et des outils logiciels pour une variété d'aéronefs militaires, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des systèmes télépilotes. Dispense une formation complète fondée sur la simulation ainsi que des solutions de service pour les secteurs aériens, terrestres, maritimes et de la sécurité publique;
- (iii) Santé – Conçoit, fabrique et vend des simulateurs, des solutions audiovisuelles et des didacticiels pour la formation des étudiants dans les domaines de la médecine et des autres secteurs liés aux soins de santé ainsi que des cliniciens œuvrant dans les établissements d'éducation, les hôpitaux et les organisations de défense partout dans le monde.

L'entreprise du secteur minier de la Société fournissant des services et des outils pour le secteur minier a été classée comme détenue en vue de la vente (voir la note 3).

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

#### Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent, à des degrés divers, les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Simulation et formation – Civil vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes font leur formation. Historiquement, les services de formation de CAE sont donc davantage sollicités au cours des premier et quatrième trimestres de son exercice financier, qu'au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prises de commandes du secteur Défense et sécurité peuvent être influencées par la nature unique des contrats militaires et le caractère irrégulier de leur octroi.

#### Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2014. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires condensés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2014.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada (normes IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, *Information financière intermédiaire*, laquelle régit l'établissement d'états financiers intermédiaires.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants, qui sont évalués à la juste valeur : contrepartie éventuelle, instruments financiers dérivés, instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, actifs financiers disponibles à la vente et passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

### **Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses**

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2014, à l'exception des modifications d'estimations nécessaires pour calculer la charge d'impôt sur le résultat. Les impôts sur le résultat des périodes intermédiaires sont comptabilisés par juridiction à l'aide du taux d'imposition effectif qui s'appliquerait au résultat annuel total prévu de la juridiction.

## **NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES**

### **Modifications de méthodes comptables**

#### **Secteurs opérationnels**

Le 1<sup>er</sup> avril 2014, la Société a modifié ses secteurs opérationnels. Les anciens secteurs Formation et services associés – Civil et Produits de simulation – Civil ont été regroupés de manière à former le secteur Simulation et formation – Civil et les anciens secteurs Formation et services associés – Militaire et Produits de simulation – Militaire ont été regroupés et forment désormais le secteur Défense et sécurité. Ces regroupements découlent des changements apportés à la structure organisationnelle en vue de faire correspondre les secteurs opérationnels de la Société et son approche commerciale articulée sur des solutions intégrées. De plus, l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux a été renommé Santé, suite à la décision de la Société de vendre son entreprise du secteur minier (voir la note 3). Cette information reflète la façon dont la direction mesure la profitabilité et le rendement, et dont elle attribue les ressources. La Société estime donc que l'information présentée est plus pertinente puisqu'elle correspond mieux à la façon dont les opérations sont gérées à l'interne. La modification a été effectuée de façon rétrospective conformément à IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*. Cette modification n'a eu aucune incidence sur les résultats dans les états financiers consolidés. L'information relative aux secteurs opérationnels a été retraitée afin d'être conforme aux nouveaux secteurs opérationnels (voir la note 12).

### **Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société**

Les modifications aux IFRS qui s'appliquent à l'exercice 2015 n'ont aucune incidence importante sur la Société.

### **Nouvelles normes et modifications non encore adoptées par la Société**

#### **Avantages du personnel**

En novembre 2013, l'IASB a modifié IAS 19, *Avantages du personnel*. La modification simplifie la comptabilisation des cotisations aux régimes à prestations définies qui ne dépendent pas du nombre d'années de service de l'employé, par exemple les cotisations salariales qui correspondent à un pourcentage fixe du salaire. La modification s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014, et son application anticipée est autorisée. La Société évalue actuellement l'incidence de la modification sur ses états financiers consolidés.

#### **Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, en remplacement d'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que les interprétations sur la constatation des produits des activités ordinaires connexes : IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC 31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, son adoption anticipée est toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

#### **Instruments financiers**

L'IASB a publié antérieurement des versions d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui ont introduit de nouvelles exigences de classement et d'évaluation en 2009 et 2010, ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture en 2013. En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplace les versions antérieures publiées d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB de remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'application anticipée étant toutefois autorisée. La Société évalue présentement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

### NOTE 3 – ACTIFS NETS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES

La Société a décidé de vendre son entreprise du secteur minier suite à une décision de concentrer ses ressources et ses investissements en capital dans des occasions de croissance ciblées dans ses trois autres secteurs principaux : Simulation et formation – Civil, Défense et sécurité et Santé. Les actifs et passifs concernés, auparavant présentés dans l'ancien secteur Nouveaux marchés principaux, ont été classés comme détenus en vue de la vente.

Au 30 juin 2014, les actifs et les passifs classés comme détenus en vue de la vente se présentent comme suit :

(Non audité)

(montants en millions)

Actifs courants <sup>1)</sup>	13,1	\$
Passifs courants	(10,3)	
Immobilisations corporelles	1,2	
Immobilisations incorporelles	40,6	
Profits différés et autres passifs non courants	(0,3)	
Actifs et passifs d'impôt différé – montant net	0,3	
<b>Actifs nets détenus en vue de la vente</b>	<b>44,6</b>	<b>\$</b>

<sup>1)</sup>Comprend la trésorerie et équivalents de trésorerie

L'analyse du résultat des activités abandonnées se présente comme suit :

(Non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2014		2013	
Produits des activités ordinaires	8,4	\$	10,3	\$
Charges	9,3		9,0	
Résultat avant impôts sur le résultat et évaluation à la juste valeur	(0,9)	\$	1,3	\$
Charge d'impôt sur le résultat	0,2		0,4	
Résultat avant évaluation à la juste valeur	(1,1)	\$	0,9	\$
Perte sur évaluation à la juste valeur des actifs détenus en vue de la vente	1,0		-	
Produit d'impôt sur le résultat	(0,1)		-	
<b>Résultat lié aux activités abandonnées</b>	<b>(2,0)</b>	<b>\$</b>	<b>0,9</b>	<b>\$</b>

(Non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2014		2013	
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(2,8)	\$	0,6	\$
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(1,1)		(1,5)	

**NOTE 4 – CRÉANCES CLIENTS**

Les créances clients sont portées à l'état consolidé de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les créances clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les créances clients se présentent comme suit :

<i>(non audité)</i>	<b>30 juin</b>	31 mars
<i>(montants en millions)</i>	<b>2014</b>	2014
Créances clients courantes	<b>134,0 \$</b>	178,4 \$
Créances clients en souffrance		
1-30 jours	<b>34,4</b>	43,3
31-60 jours	<b>17,4</b>	17,2
61-90 jours	<b>18,2</b>	14,0
Plus de 90 jours	<b>53,2</b>	55,5
Provision pour créances douteuses	<b>(12,4)</b>	(13,8)
Total créances clients	<b>244,8 \$</b>	294,6 \$
Créances clients non facturées	<b>93,0</b>	84,4
Montants à recevoir de parties liées (note 13)	<b>35,9</b>	30,1
Autres créances clients	<b>52,4</b>	44,8
Total des créances clients	<b>426,1 \$</b>	453,9 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(non audité)</i>	<b>2014</b>	2013
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		
<i>(montants en millions)</i>		
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de la période	<b>(13,8) \$</b>	(9,8) \$
Ajouts (note 12)	<b>(1,0)</b>	(1,4)
Radiations	<b>0,2</b>	0,1
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises (note 12)	<b>1,4</b>	0,5
Écarts de change	<b>0,5</b>	(0,3)
Transferts aux actifs détenus en vue de la vente	<b>0,3</b>	-
Provision pour créances douteuses à la clôture de la période	<b>(12,4) \$</b>	(10,9) \$



**NOTE 5 – CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET***(non audité)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	<b>2014</b>	2013
Charges financières :		
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	<b>13,3 \$</b>	12,8 \$
Contrats de location-financement	<b>2,4</b>	2,3
Obligations relatives aux redevances	<b>1,6</b>	2,5
Obligations au titre des avantages du personnel	<b>1,2</b>	1,3
Dotation aux amortissements des frais de financement	<b>0,4</b>	0,4
Provisions et autres passifs non courants	<b>0,4</b>	0,3
Autres	<b>0,3</b>	1,0
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif <sup>1)</sup>	<b>(1,0)</b>	(0,7)
<b>Charges financières</b>	<b>18,6 \$</b>	19,9 \$
Produits financiers :		
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	<b>(0,4) \$</b>	(0,3) \$
Autres	<b>(1,7)</b>	(2,4)
<b>Produits financiers</b>	<b>(2,1) \$</b>	(2,7) \$
<b>Charges financières – montant net</b>	<b>16,5 \$</b>	17,2 \$

<sup>1)</sup> Le taux de capitalisation utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt incorporables dans le coût de l'actif était de 3,75 % pour le trimestre clos le 30 juin 2014 (3,75 % en 2013).

**NOTE 6 – AIDE GOUVERNEMENTALE**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Falcon, Nouveaux marchés principaux et Innover sont présentés dans le tableau suivant :

*(non audité)**Trimestre clos le 30 juin**(montants en millions)*

	<b>2014</b>	2013
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	<b>5,0 \$</b>	5,8 \$
Contributions	<b>7,8</b>	5,6
Paiements reçus	<b>(2,9)</b>	(6,0)
<b>Montant à recevoir à la clôture de la période</b>	<b>9,9 \$</b>	5,4 \$

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

*(non audité)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	<b>2014</b>	2013
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :		
Projet Falcon	<b>- \$</b>	1,1 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	<b>0,6</b>	0,9
Projet Innover	<b>2,5</b>	-
Contributions créditées aux résultats :		
Projet Falcon	<b>- \$</b>	3,2 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	<b>0,4</b>	0,4
Projet Innover	<b>4,3</b>	-
Total des contributions :		
Projet Falcon	<b>- \$</b>	4,3 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	<b>1,0</b>	1,3
Projet Innover	<b>6,8</b>	-

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

**NOTE 7 – RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES**

Le tableau qui suit présente les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

	2014	2013
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	263 945 491	260 159 389
Effet dilutif des options sur actions	1 071 240	70 247
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	265 016 731	260 229 636

Au 30 juin 2014, des options sur 1 430 400 actions ordinaires (3 453 060 en 2013) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Les dividendes déclarés pour le premier trimestre de l'exercice 2015 se sont élevés à 15,8 millions \$, soit 0,06 \$ par action (13,0 millions \$ en 2014, soit 0,05 \$ par action).

**NOTE 8 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL**

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat net :

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2014	2013
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	173,6 \$	165,1 \$
Paiements fondés sur des actions, déduction faite du swap sur actions	4,6	5,7
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à prestations définies <sup>1)</sup>	6,4	7,9
Avantages postérieurs à l'emploi – régimes à cotisations définies	2,0	1,7
Indemnités de cessation d'emploi	2,9	3,8
Total de la charge de rémunération du personnel	189,5 \$	184,2 \$

<sup>1)</sup> Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel (note 5).

**NOTE 9 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET**

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2014	2013
Cession d'immobilisations corporelles	(0,1) \$	(3,7) \$
Montant net des pertes de change	1,4	0,9
Reprise d'obligations relatives aux redevances	(4,0)	(2,2)
Autres	(1,1)	(0,3)
Autres profits – montant net	(3,8) \$	(5,3) \$

**NOTE 10 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE ET LE RESULTAT**

a) La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

(non audité)

Trimestres clos les 30 juin

(montants en millions)

	2014	2013
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients	6,9 \$	(2,2) \$
Contrats en cours : actifs	(26,4)	(8,0)
Stocks	(30,3)	(9,3)
Acomptes	(1,4)	(3,0)
Impôt sur le résultat à recouvrer	(0,6)	1,7
Dettes fournisseurs et charges à payer	(8,7)	(40,8)
Provisions	(4,5)	(3,7)
Impôt sur le résultat à payer	(3,5)	1,7
Contrats en cours : passifs	(14,2)	(2,9)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	<b>(82,7) \$</b>	<b>(66,5) \$</b>

b) Regroupements d'entreprises :

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, la Société a versé un montant de 2,0 millions \$ dans le cadre de regroupements d'entreprises qui ont eu lieu antérieurement. Ce montant est composé d'une tranche de 0,7 million \$ pour le paiement d'une contrepartie éventuelle ainsi que d'un montant de 1,3 million \$ pour un solde à payer.

c) Produit d'impôt sur le résultat :

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, un produit d'impôt important de 11,0 millions \$ a été enregistré au résultat suite à une décision favorable de la Cour d'appel fédérale du Canada, rendue le 17 avril 2013, quant au traitement fiscal de l'amortissement et de la vente de simulateurs au Canada.

**NOTE 11 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et la juste valeur du risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur des créances clients, des contrats en cours ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à la date de clôture;
- iii) La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances clients non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme et des passifs non courants, y compris les obligations découlant de contrats de location-financement et les obligations relatives aux redevances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 30 juin 2014 :

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	JVBRN <sup>1)</sup>	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC <sup>2)</sup>	Total	
<b>Actifs financiers</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	280,8 \$	- \$	- \$	- \$	280,8 \$	280,8 \$
Créances clients	-	-	399,0 <sup>3)</sup>	-	399,0	399,3
Contrats en cours : actifs	-	-	275,4	-	275,4	275,4
Actifs financiers dérivés	3,2	-	-	13,4	16,6	16,6
Autres actifs	22,1 <sup>4)</sup>	1,5 <sup>5)</sup>	129,9 <sup>6)</sup>	-	153,5	165,5
	<b>306,1 \$</b>	<b>1,5 \$</b>	<b>804,3 \$</b>	<b>13,4 \$</b>	<b>1 125,3 \$</b>	<b>1 137,6 \$</b>

<i>(non audité)</i> <i>(montants en millions)</i>	JVBRN <sup>1)</sup>	Autres passifs financiers	DDRC <sup>2)</sup>	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
<b>Passifs financiers</b>						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	497,2 \$ <sup>7)</sup>	- \$	497,2 \$	497,2 \$	497,2 \$
Provisions	2,2	21,1	-	23,3	23,3	23,3
Total de la dette à long terme	-	1 186,8 <sup>8)</sup>	-	1 186,8	1 280,1	1 280,1
Autres passifs non courants	-	197,3 <sup>9)</sup>	-	197,3	189,7	189,7
Passifs financiers dérivés	10,2	-	15,5	25,7	25,7	25,7
	<b>12,4 \$</b>	<b>1 902,4 \$</b>	<b>15,5 \$</b>	<b>1 930,3 \$</b>	<b>2 016,0 \$</b>	<b>2 016,0 \$</b>

<sup>1)</sup> JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.

<sup>2)</sup> DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

<sup>3)</sup> Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

<sup>4)</sup> Représente les liquidités soumises à restrictions.

<sup>5)</sup> Représente le placement de portefeuille de la Société.

<sup>6)</sup> Comprend les créances clients et les avances non courantes.

<sup>7)</sup> Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

<sup>8)</sup> Abstraction faite des coûts de transaction.

<sup>9)</sup> Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers, par catégorie, s'établissent comme suit au 31 mars 2014 :

(montants en millions)	JVBRN <sup>1)</sup>	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Valeur comptable		Juste valeur
				DDRC <sup>2)</sup>	Total	
<b>Actifs financiers</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	312,3 \$	- \$	- \$	- \$	312,3 \$	312,3 \$
Créances clients	-	-	431,4 <sup>3)</sup>	-	431,4	431,7
Contrats en cours : actifs	-	-	256,4	-	256,4	256,4
Actifs financiers dérivés	6,0	-	-	8,8	14,8	14,8
Autres actifs	24,1 <sup>4)</sup>	1,5 <sup>5)</sup>	133,5 <sup>6)</sup>	-	159,1	152,8
	342,4 \$	1,5 \$	821,3 \$	8,8 \$	1 174,0 \$	1 168,0 \$

(montants en millions)	JVBRN <sup>1)</sup>	Autres passifs financiers	DDRC <sup>2)</sup>	Valeur comptable		Juste valeur
				Total		
<b>Passifs financiers</b>						
Dettes fournisseurs et charges à payer	1,3 \$	529,1 \$ <sup>7)</sup>	- \$	530,4 \$	532,3 \$	532,3 \$
Provisions	2,9	25,3	-	28,2	28,2	28,2
Total de la dette à long terme	-	1 173,2	-	1 173,2	1 251,9	1 251,9
Autres passifs non courants	-	197,5 <sup>8)</sup>	-	197,5	223,4	223,4
Passifs financiers dérivés	9,7	-	33,3	43,0	43,0	43,0
	13,9 \$	1 925,1 \$	33,3 \$	1 972,3 \$	2 078,8 \$	2 078,8 \$

<sup>1)</sup> JVBRN : juste valeur par le biais du résultat net.

<sup>2)</sup> DDRC : dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture.

<sup>3)</sup> Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

<sup>4)</sup> Représente les liquidités soumises à restrictions.

<sup>5)</sup> Représente le placement de portefeuille de la Société.

<sup>6)</sup> Comprend les créances clients et les avances non courantes.

<sup>7)</sup> Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer, certains passifs liés à la paie et les obligations courantes relatives aux redevances.

<sup>8)</sup> Abstraction faite des coûts de transaction.

<sup>9)</sup> Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

La Société n'a pas choisi de désigner volontairement ses instruments financiers comme étant détenus à la juste valeur par le biais du résultat net. En outre, aucune modification n'a été apportée au classement des instruments financiers depuis leur mise en place.

### Hiérarchie de la juste valeur

La hiérarchie de la juste valeur reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1 : Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix) ou indirectement (comme les informations tirées des prix);

Niveau 3 : Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Le tableau qui suit présente les instruments financiers constatés à la juste valeur à l'état de la situation financière, par catégorie :

(non audité) (montants en millions)	30 juin 2014			31 mars 2014		
	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	280,8 \$	- \$	280,8 \$	312,3 \$	- \$	312,3 \$
Liquidités soumises à restrictions	22,1	-	22,1	24,1	-	24,1
Contrats de change à terme	2,6	-	2,6	2,0	-	2,0
Dérivés incorporés sur devises	0,6	-	0,6	1,4	-	1,4
Swaps d'actions	-	-	-	2,6	-	2,6
Disponibles à la vente	-	1,5	1,5	-	1,5	1,5
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	10,0	-	10,0	2,1	-	2,1
Swaps de devises	3,4	-	3,4	6,7	-	6,7
	<b>319,5 \$</b>	<b>1,5 \$</b>	<b>321,0 \$</b>	<b>351,2 \$</b>	<b>1,5 \$</b>	<b>352,7 \$</b>
<b>Passifs financiers</b>						
Détenus à la juste valeur par le biais du résultat net						
Dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	- \$	- \$	- \$	1,3 \$	1,3 \$
Contrepartie éventuelle découlant des regroupements d'entreprises	-	2,2	2,2	-	2,9	2,9
Contrats de change à terme	8,4	-	8,4	9,4	-	9,4
Dérivés incorporés sur devises	0,5	-	0,5	0,3	-	0,3
Swaps sur actions	1,3	-	1,3	-	-	-
Dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture						
Contrats de change à terme	12,4	-	12,4	29,6	-	29,6
Swaps de taux d'intérêt	3,1	-	3,1	3,7	-	3,7
	<b>25,7 \$</b>	<b>2,2 \$</b>	<b>27,9 \$</b>	<b>43,0 \$</b>	<b>4,2 \$</b>	<b>47,2 \$</b>

Au cours du premier trimestre de 2015, les modifications apportées aux instruments financiers de niveau 3 se présentent comme suit : aucun profit réalisé et latent n'a été inclus dans le résultat (0,1 million \$ en 2014) et un montant de 2,0 millions \$ a été réglé (4,0 millions \$ a été émis en 2014).

## NOTE 12 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. À compter du 1<sup>er</sup> avril 2014, la Société a modifié ses secteurs opérationnels (voir les notes 1 et 2). La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

### Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé « résultat opérationnel sectoriel »). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

*(non audité)**Trimestre clos le 30 juin 2014**(montants en millions)*

	Simulation et formation – Civil	Défense et sécurité	Santé	Total
Produits des activités ordinaires externes	308,9 \$	197,9 \$	19,4 \$	526,2 \$
Dotation aux amortissements				
Immobilisations corporelles	22,0	2,7	0,7	25,4
Immobilisations incorporelles et autres actifs	6,8	9,5	2,5	18,8
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur) des créances clients – montant net (note 4)	(0,3)	(0,1)	-	(0,4)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	7,4	2,3	-	9,7
Résultat opérationnel sectoriel	49,5	21,9	0,3	71,7

*(non audité)**Trimestre clos le 30 juin 2013**(montants en millions)*

	Simulation et formation – Civil	Défense et sécurité	Santé	Total
Produits des activités ordinaires externes	301,8 \$	198,8 \$	19,5 \$	520,1 \$
Dotation aux amortissements				
Immobilisations corporelles	21,6	2,5	0,6	24,7
Immobilisations incorporelles et autres actifs	6,6	5,5	2,2	14,3
Dépréciation (reprise de dépréciation) des actifs non financiers	0,6	-	-	0,6
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur) des stocks – montant net	(0,3)	(0,1)	-	(0,4)
Baisses de valeur (reprise des baisses de valeur) des créances clients – montant net (note 4)	0,1	1,0	(0,2)	0,9
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	1,1	1,8	-	2,9
Résultat opérationnel sectoriel	37,6	23,6	0,4	61,6

Les dépenses d'investissement en immobilisations qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

*(non audité)**Trimestres clos les 30 juin**(montants en millions)*

	2014	2013
Simulation et formation – Civil	39,3 \$	34,6 \$
Défense et sécurité	15,3	11,2
Santé	3,2	2,3
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	57,8 \$	48,1 \$

### Actifs et passifs utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients, les contrats en cours, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs et des passifs utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

<i>(non audité)</i>	30 juin	31 mars
<i>(montants en millions)</i>	2014	2014
<b>Actifs utilisés</b>		
Simulation et formation – Civil	2 367,7 \$	2 364,3 \$
Défense et sécurité	968,7	988,2
Santé <sup>1)</sup>	218,2	272,4
Actifs détenus en vue de la vente (note 3)	56,0	-
Actif non inclus dans les actifs utilisés	581,2	611,8
Actifs totaux	4 191,8 \$	4 236,7 \$
<b>Passifs utilisés</b>		
Simulation et formation – Civil	571,9 \$	588,0 \$
Défense et sécurité	378,3	420,9
Santé <sup>1)</sup>	37,1	50,0
Passifs détenus en vue de la vente (note 3)	11,4	-
Passif non inclus dans les passifs utilisés	1 718,2	1 695,6
Passifs totaux	2 716,9 \$	2 754,5 \$

<sup>1)</sup>La période précédente comprend des montants reliés au secteur des mines de la Société (voir les notes 1 et 2). Les montants ont été classés et présentés comme détenus en vue de la vente pour la période courante (voir la note 3).

### Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires tirés de clients externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

<i>(non audité)</i>		
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		
<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Produit des activités ordinaires		
Produits de simulation	240,9 \$	274,0 \$
Formation et services	285,3	246,1
	526,2 \$	520,1 \$

### Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

<i>(non audité)</i>		
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		
<i>(montants en millions)</i>	2014	2013
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes		
Canada	37,7 \$	46,7 \$
États-Unis	162,5	161,8
Royaume-Uni	55,6	61,2
Allemagne	19,2	15,1
Autres pays d'Europe	101,1	85,6
Émirats arabes unis	25,5	12,7
Chine	33,4	57,0
Autres pays d'Asie	40,9	41,8
Australie	25,1	18,9
Autres pays	25,2	19,3
	526,2 \$	520,1 \$



<i>(non audité)</i>	<b>30 juin</b>	31 mars
<i>(montants en millions)</i>	<b>2014</b>	2014
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	<b>766,9 \$</b>	775,9 \$
États-Unis	<b>698,0</b>	715,9
Brésil	<b>77,8</b>	82,9
Royaume-Uni	<b>308,6</b>	335,6
Luxembourg	<b>161,8</b>	168,6
Pays-Bas	<b>125,5</b>	128,0
Autres pays d'Europe	<b>287,3</b>	300,7
Pays d'Asie	<b>75,0</b>	74,3
Autres pays	<b>101,3</b>	105,6
	<b>2 602,2 \$</b>	2 687,5 \$

### NOTE 13 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises :

<i>(non audité)</i>	<b>30 juin</b>	31 mars
<i>(montants en millions)</i>	<b>2014</b>	2014
Créances clients (note 4)	<b>35,9 \$</b>	30,1 \$
Contrats en cours : actifs	<b>26,8</b>	13,5
Autres actifs	<b>28,9</b>	30,6
Dettes fournisseurs et charges à payer	<b>13,3</b>	16,3
Contrats en cours : passifs	<b>3,0</b>	6,3

Les autres actifs comprennent une créance sur un contrat de location-financement de 15,8 millions \$ (16,9 millions \$ au 31 mars 2014) échéant en octobre 2022 et portant intérêt au taux annuel de 5,14 %, des prêts et créances de 7,9 millions \$ (8,4 millions \$ au 31 mars 2014) échéant en septembre 2016 et en décembre 2017 et portent respectivement intérêt au TIOL à six mois majoré de 1 % et de 11 % par année, ainsi qu'un montant à recevoir au titre des créances clients non courantes de 5,2 millions \$ (5,3 millions \$ au 31 mars 2014), sans modalité de remboursement. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 30 juin 2014 et au 31 mars 2014.

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises :

<i>(non audité)</i>	<b>2014</b>	2013
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		
<i>(montants en millions)</i>		
Produits des activités ordinaires	<b>35,7 \$</b>	39,4 \$
Achats	<b>0,3</b>	0,8
Autres produits	<b>0,6</b>	0,9

De plus, au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, des transactions s'élevant à 0,6 million \$ (0,6 million \$ en 2014) ont été faites aux prix normaux du marché avec une entreprise dont un membre du conseil d'administration de la Société est un associé ou un dirigeant.

### Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé se compose des personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(non audité)</i>	<b>2014</b>	2013
<i>Trimestres clos les 30 juin</i>		
<i>(montants en millions)</i>		
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	<b>1,2 \$</b>	0,8 \$
Avantages postérieurs à l'emploi <sup>1)</sup>	<b>0,4</b>	0,7
Indemnités de cessation d'emploi	<b>-</b>	2,4
Paiements fondés sur des actions	<b>0,7</b>	1,7
	<b>2,3 \$</b>	5,6 \$

<sup>1)</sup>Comprennent les intérêts nets sur les obligations au titre des avantages du personnel (note 5).





[cae.com](http://cae.com)